

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.223 vom 20. Januar 1941

Die deutsch-franz. Zusammenarbeit.

Im Hinblick auf die deutsch-französischen Industriellen Verhandlungen in Paris schreibt das Blatt, daß bis jetzt alle diejenigen Franzosen, die eine Verständigung mit Deutschland wollten, am englischen Widerstand gescheitert seien. In dem neuen Europa, das in der Zusammenarbeit entstehen, hätten die Irrtümer der Vergangenheit keinen Platz mehr. Auf wirtschaftlichem Gebiet ginge die Zusammenarbeit rascher, weil da die Notwendigkeit und die Not der Menschen Maßnahmen diktieren.

Die Besprechungen über Industriellenaustausch werden warm begrüßt. Deutschland soll aus Frankreich notwendige Erzeugnisse erhalten und in Frankreich wird dadurch Arbeitslosigkeit beseitigt.

Die Herzlichkeit bei den Verhandlungen sei eine seltene gewesen. Beide Teile hätten sich verschworen, die wirtschaftliche Blüte in beiden Nationen sicherzustellen.

Deutschland wird Rohstoffe liefern, Frankreich Arbeit.

Der Weg für eine ~~zufällige~~ völlige Zusammenarbeit sei geöffnet worden. Es liege jetzt an der Politik in Vichy, diese Ansätze der Zusammenarbeit auf wirtschaftlichem Gebiet weiter nutzbar zu machen.

**AU LENDEMAIN DES CONVERSATIONS
ENTRE INDUSTRIELS FRANÇAIS ET ALLEMANDS**

**Quand des hommes
ont décidé de s'entendre**

par MAURICE LABAN

Il n'est pas possible que la France et l'Allemagne continuent à se dévisager, dans l'avenir, d'un regard soupçonneux. C'est parce que trop de préventions, trop d'incompréhensions, et disons le tout net, trop de sottises héritées d'une tradition absurde, ont obscurci nos esprits, que nous n'avons pas su établir entre les deux pays ces larges courants d'air, qui nous eussent débarrassés des propagandes insidieuses; qui nous eussent permis d'établir ce climat de paix propice aux ententes durables. Les efforts généreux d'hommes de la trempe d'Anatole de Monzie, de Marcel Déat, de Pierre Laval, de l'ambassadeur de Brinon se sont heurtés au rempart du bellicisme anglo-saxon, et n'ont

pu établir les réalités bienfaites que dans son immense majorité réclamait le peuple de France... Et la guerre est venue, destructrice de richesses et d'idéal. Devons-nous la considérer comme ce fatum antique qui plonge les hommes dans la nuit? Devons-nous au contraire la ramener aux proportions d'un accident fâcheux, qui interrompt la vie sans la supprimer? et laisse place à l'espoir? Notre sentiment est connu. Nous croyons, du plus profond de notre être, aux valeurs spirituelles et nous ne doutons pas un instant que la force qui gouverne le monde soit la pensée...

(Voir la suite en 3^e page)

**ND DES HOMMES
décidé de s'entendre**

(première page.)

ne paraît pas très compréhensible, quand on se heurte, mais il n'est pas interdit de songer qu'à considérer les erreurs du passé, où ne se renouvent pas la réalité d'une paix ne saurait être fondements inébran-

chômeurs. Il éprouvera une satisfaction d'autant plus légitime que 30 p. 100 de cette production seront réservés à l'usage exclusif de la France.

Tous nos soucis sont-ils donc écartés? Non, et nous aurions garde de verser dans un optimisme béat qui endormirait notre énergie. Mais l'essentiel est que la voie est ouverte à un désir sincère d'aboutir, qui se traduira non par la résorption totale, mais la guérison partielle de cette plaie qu'est le chômage.

Quand les hommes veulent s'entendre, quand ils sont animés de la volonté farouche de traduire sur le plan concret la générosité de leurs concepts, ils finissent bien par créer le destin qui est avant tout une œuvre de foi.

Et comment ne pas accorder notre approbation à la péroraison du discours inaugural prononcé par M. Barnaud, d'applaudir aux paroles prononcées par notre premier délégué et de faire nos certains sous-entendus.

Cette réunion, a-t-il dit, est la première manifestation importante de cet essai de construction d'une économie européenne que vous et nous voulons tenter de bâtir. Certes, les questions de politique ne sont pas de notre domaine et nous dépassent. Mais si nous travaillons tous d'un même cœur à construire un monde économique nouveau, nous travaillons en même temps pour le mieux dans l'intérêt de nos deux pays.

« Un ministre des finances français célèbre avait, il y a bien longtemps, coutume de dire à ses collègues: « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances! » Je suis convaincu que nous aiderons puissamment nos gouvernements à faire une « bonne politique » si nous parvenons à bâtir les fondations d'une économie neuve, bonne et harmonieuse. »

Les économistes allemands et français préparent un nouvel ordre économique. Ils accomplissent une

initiative d'une haute importance. Le conseil d'administration complet accordé par le gouvernement français au gouvernement français en l'absence du ministre Bellin, par M. Barnaud, ancien inspecteur des Finances, et par un très grand fonctionnaire d'une hauteur de vue remarquable, M. Bichelonne, secrétaire général de la « Production industrielle », que des « responsables » de l'industrie du Reich et de l'industrie française se sont réunis à Paris et ont jeté les bases d'une entente susceptible de donner à l'Allemagne les produits fabriqués dont elle a besoin, et à la France, l'emploi de sa main-d'œuvre réduite pour l'instant au chômage.

Les représentants des deux nations ne se sont point contentés d'échanger des idées. Ils ont tenu à réaliser leur volonté commune de bâtir une entente économique.

JOSE T...

"La collaboration franco-allemande c'est la formule de demain"

a déclaré hier, à Paris, le Dr Grimm dans une conférence à la Maison de la chimie

Le professeur Grimm a fait, hier après-midi, à la Maison de la chimie, une conférence sur les relations franco-allemandes.

M. de Brinon, délégué général du gouvernement français; le

professeur Georges Claude; Alphonse de Châteaubriant, président du groupe « Collaboration », y assistaient, ainsi qu'un nombreux public.

Le professeur Grimm a évoqué tout d'abord certains souvenirs de « l'autre armistice en 1919 ». Il fut, à cette époque, un des premiers Allemands qui revinrent en France.

Il traversait le bois le Prêtre.

— J'ai vu, dit-il, les tranchées. » J'ai vu la Croix-des-Carmes et la Fontaine-du-Père-Hilarion.

» J'ai vu les cimetières, cimetières immenses, les croix de soldats français tombés pour la patrie, et aussi d'innombrables croix portant ces inscriptions: « Dix Allemands inconnus », « Douze Allemands inconnus » et ainsi de suite. Alors je n'ai pu retenir mes larmes.

» Ceux qui m'accompagnaient ne savaient pas qui j'étais. Mais, quand j'ai vu les tombeaux, j'ai dû leur dire que j'étais Allemand.

Suite page 3, col. 4.



M. de Brinon, qui était venu assister à la conférence, serre la main de M. Grimm (Photo P. P.)

6

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 23.326 vom 19. Januar 1941

Deutsch-Französische Zusammenarbeit.

Prof. Grimm hielt im Hause der Chemie einen gut besuchten Vortrag über "Die deutsch-französische Zusammenarbeit ist die Lösung von morgen", der in der Pariser Presse ausführlich wiedergegeben und sogar in einigen Kommentaren lebhaft erörtert wurde. Unter den Zuhörern befand sich der bekannte Schriftsteller Alphonse de Chateaubriant und der Generaldelegierte der franz. Regierung, Herr de Brinon.

Prof. Grimm betonte die Schwierigkeiten der Zusammenarbeit, u.a. das mangelnde Vertrauen und die Tatsache, daß es auch heute noch 2, ja mehrere Frankreich gäbe.

" LA COLLABORATION FRANCO-ALLEMANDE C'EST LA FORMULE DE DEMAIN "

Suite de la première page

» Ils n'avaient pas de sentiment de haine. L'orateur raconte ensuite la réception que lui fit un forestier, qui lui dit :

« Les Allemands nous ont offert de collaborer à la reconstruction de nos maisons. Ils pourraient le faire, et ce serait bien. Mais il y a des intérêts qui ne le veulent pas. Il y a des hommes politiques qui nous empêchent de collaborer directement de peuple à peuple. »

» Pourquoi ne serait-il pas possible de collaborer ? demanda le conférencier. Qui nous empêche de réaliser ce que, sans doute, les peuples veulent ?

Pourquoi la collaboration ne serait-elle pas possible ?

» Pourquoi, même aujourd'hui, ose-t-on à peine prononcer le mot de collaboration qui, pourtant, a été le mot d'ordre, non seulement de Munich et de Montoire, mais aussi celui de Londres quand nous avons, le 1^{er} septembre 1924, au congrès de Londres, liquidé l'affaire de la Ruhr ? Ce mot a été aussi la devise de Locarno et de Thoiry.

» J'ai entendu dire, ces derniers jours : « Il faut être prudent. N'employons plus le mot collaboration, il est compromis, cherchons un autre mot. »

» J'ai entendu dire qu'il y aurait des gens qui, pour discréditer la politique de Montoire, chuchotent que ce serait une collaboration avec un grand K, pour suggérer aux Français que ce ne serait qu'une collaboration unilatérale, en faveur seulement de l'Allemagne.

» Non, quant à moi, je ne crains pas ce mot. J'ai l'habitude de dire ce que je pense et de prononcer aussi les mots dans leur véritable sens. J'ai toujours préconisé la collaboration malgré toutes les difficultés et toutes les déceptions. Et je persiste dans cette manière de voir.

» Je veux la collaboration et je n'ai pas peur de le dire hautement devant mes compatriotes, de même que devant mes amis français. Rapprochement et collaboration, tâche délicate et bien difficile ! Cette œuvre ne peut être entreprise que par les vrais Français, et les véritables Allemands, les hommes qui aiment leur patrie d'abord, mais qui ont compris par l'histoire que c'est justement l'intérêt de notre patrie qui nous impose le rapprochement.

La confiance est nécessaire

» Il n'y a aucune collaboration sans confiance, aucune collaboration possible autrement que dans la dignité et dans l'honneur. Il va sans dire que seuls les patriotes des deux pays peuvent arriver à une collaboration solide.

» Pourtant, il ne faudrait pas que le patriotisme devienne chauvinisme, ni le mot « dignité » un prétexte pour échapper aux conséquences réel-

chelleu ». On croit que Richelieu, l'homme d'Etat qui a constitué l'unité française plus de deux siècles avant Bismarck, aurait laissé à ses successeurs un testament politique fixant, une fois pour toutes, la politique qu'on devrait suivre vis-à-vis de l'Allemagne. Ce testament serait la loi éternelle, le dogme intangible pour maintenir l'unité, la sécurité et la grandeur de la France : il faudrait empêcher l'unité allemande, favoriser les divisions, les particularismes allemands, la différence des religions, les intérêts opposés des dynasties et des petits pays et, plus tard, des classes et partis en Allemagne.

» Pourquoi discuter cette terrible question de la responsabilité de guerre, m'a dit un homme politique de France après l'autre guerre. Nous autres, Français, savons très bien que le vrai coupable est Richelieu.

» Un diplomate anglais a exprimé la même idée dans cette formule :

« Il serait facile d'établir la collaboration franco-allemande si l'on ne savait pas que, dans chaque bureau du Quai d'Orsay, on trouve un exemplaire du traité de Westphalie. »

» L'éternel Richelieu, l'éternel traité de Westphalie, c'est là le sort tragique de nos deux peuples.

» C'est là une des raisons pour lesquelles les jeunesse des deux nations se sont toujours rencontrées sur les champs de bataille.

Le traité de Versailles

» Clemenceau savait très bien ce qu'il faisait quand il fit signer le traité, exactement au même endroit, dans la galerie des Glaces, qui avait vu naître l'unité du Reich de Bismarck.

» Il voulait démontrer par là devant les représentants du monde entier, qui furent réunis dans cette salle, ce que devait signifier selon lui cet acte, l'acte contraire du 18 janvier 1871 : la destruction de l'œuvre de Bismarck.

» La fondation du Reich par Bismarck était suivie d'une longue période de paix. Mais le feu sacré, l'idée de la revanche restaient vivants en France dans le cœur de quelques-uns. C'était suffisant pour faire accepter l'idée de la guerre, quand la politique de l'Angleterre, d'Edouard VII, conduisit à la guerre européenne de 1914.

L'orateur passe en revue les différents écrivains français qui, par leurs œuvres, avaient préparé sur le terrain intellectuel le traité de paix de la victoire, le retour de la paix gallois du xviii^e siècle.

— Ils sont les grands responsables du traité de Versailles, dont on reconnaît aujourd'hui généralement que ce fut la base de tous les malheurs.

L'esprit de responsabilité devant l'avenir

» Je ne veux pas envenimer la situation. Je ne veux pas trop revenir sur le passé et sur les ennemis d'hier. Nous autres, en cette heure, n'avons pas l'esprit de revanche ni du triomphe. Nous avons l'esprit de responsabilité devant l'avenir.

Il s'offrait une nouvelle occasion, inouïe et inespérée, de collaboration.

» On voit cet homme, qui, lors de l'occupation de la Ruhr, avait trouvé des mots durs envers la France — comme, du reste, tous les patriotes allemands de cette époque, — se faire le champion du rapprochement et de la réconciliation franco-allemande ; dire que le plus grand désir de sa vie serait, après avoir uni l'Allemagne, de faire la paix franco-allemande et de triompher sur l'idée néfaste de l'ennemi héréditaire.

» De nouvelles idées semblaient se faire jour. Des hommes et des femmes de tous les partis en France élevèrent leur voix en faveur de la paix franco-allemande.

» Inutile.

» Les intéressés s'opposaient de nouveau à la collaboration. Les intéressés qui n'étaient, pour la plupart, même pas Français, mais juifs ou Anglo-Saxons. On prêcha la guerre idéologique et l'on compta sur la persévérance d'idées historiques. Le juif international et la propagande anglaise montrèrent à vos dirigeants l'ennemi héréditaire. Le juif devint patriote français et la cavalerie de Saint-Georges se mit de nouveau en marche.

» Quand la nouvelle guerre éclata, on devait dire encore une fois avec les historiens de la Révolution : « La tradition l'emporte. » Cette formule de l'ancienne politique traditionnelle qu'on avait employée en 1870 et en 1914 devint encore une fois le mot d'ordre des Daladier, des Reynaud et des autres responsables.

» On savait ce que cela voulait dire : la réponse de la politique éternelle de la France, dont les Berthelot, les Léger et les autres professionnels du Quai d'Orsay avaient été les fidèles serviteurs.

» Pourtant, il y eut, cette fois, discussion, il y eut lutte, il y eut en France des gens clairvoyants qui avaient compris que suivre la formule stricte dite de Richelieu devait servir cette fois uniquement la cause judéo-maçonnique.

» La guerre déclarée, il n'y avait pas de devise qui pût saisir l'opinion française.

» On entra en guerre.

» Pourquoi ? Comment ?

» Daladier disait : « Nous faisons la guerre parce qu'on nous l'a imposée. »

» Il oubliait de dire qui l'avait imposée.

Quelque chose de nouveau se prépare

Le professeur Grimm conclut : — Français qui aimez votre pays permettez-moi de vous parler en Allemand qui aime son pays.

» En cette quatrième décennie de notre siècle, 300 ans après la mort de Richelieu, 300 ans après la guerre de Trente Ans, reconnaissez que quelque chose de nouveau se prépare, que nous allons vers un nouvel ordre de l'Europe, qu'une idée s'approche de sa mort, qu'une idée politique qui semblait un slogan éternel et qui est devenue un fléau pour l'humanité, qu'

7

Clemenceau und die deutsche Einheit.

bildet das Thema, mit dem sich Georges Suarez befasst, veranlasst durch den Vortrag von Prof. Grimm (vgl. Anl. 6) Wenn nach 1918, die Politiker und Schriftsteller Frankreichs ebenso sachlich und edelmütig geschrieben und gehandelt hätten, wäre es nicht noch einmal zu einem deutsch-franz. Krieg gekommen und nicht zur Niederlage Frankreichs. Prof. Grimm hätte mit Recht den Geist der "Friedensverträge" beanstandet. In Clemenceau hätten die Deutschen den Feind ihrer Einheit und die Überlegung der deutschen Vernichtung gesehen. Clemenceau hätte nie Gewissenskonflikte gehabt. Suarez zitiert eine Äußerung Clemenceaus vom 11. Oktober 1919, in der der "Tiger" die Einheit der Deutschen als eine unabänderliche Tatsache bezeichnete. Trotzdem sei das Ziel des Versailler Vertrages gewesen, die deutsche Einheit zu vernichten. Das hätte aber Clemenceau nicht gewollt, hingegen Poincaré, der auch den Separatismus unterstützte. Die Folgen der Versailler Politik waren sowohl für das Prestige Frankreichs als auch für das Europas verhängnisvoll. Die Beweisführung Grimm's, daß der Zusammenschluß des Festlandes auch eine biologische Notwendigkeit ist, sei auch die Überzeugung der Franzosen.

Chronique des Temps présents

**CLEMENCEAU
ET L'UNITÉ ALLEMANDE**
par Georges SUAREZ

LA remarquable conférence que le professeur Grimm a prononcée samedi, à la Maison de la Chimie, a reçu du public un accueil chaleureux et amplement justifié. Il est certain que si nos hommes politiques, nos écrivains, avaient fait entendre aux auditeurs allemands, sept mois après notre victoire de 1918, un langage aussi généreux et aussi objectif, la cause du rapprochement aurait gagné vingt ans, les deux pays auraient fait l'économie d'une guerre, et la France celle d'une décaite. Nous ne l'avons pas voulu et les traités non plus. Le professeur Grimm a scrupuleusement mis en évidence les conséquences tragiques de certaines clauses et les prétentions funambulesques de certaines autres. L'un des délégués anglais à la Conférence de la Paix n'avait-il pas proposé d'échelonner sur cinquante ans le paiement des réparations? Un autre, délégué de l'Australie, additionnait les dépenses de guerre, les dommages et les pensions et demandait que la dette de l'Allemagne fût fixée à 1.000 milliards!

DANS quel esprit avaient été rédigés ces traités? C'est cette inspiration surtout que le professeur Grimm s'est efforcé de déceler dans sa conférence. Il a cru voir dans Clemenceau un ennemi de l'unité allemande, et dans son œuvre la volonté réfléchie de la détruire. Il cite cette anecdote rapportée par Saint-Georges de Bouhélier: le soir de la signature du Traité de Versailles, le Tigre aurait été pris d'un doute sur l'équité de sa politique à l'égard de l'Allemagne, et cette tardive découverte lui aurait arraché des larmes de remords. L'anecdote serait émouvante si elle pouvait être vraie. Ceux qui ont connu Clemenceau savent que non. Je l'ai vu souvent dans les années qui ont précédé sa mort. Je l'ai visité maintes fois dans son antre de la rue Franklin. Les gémissements et les pleurs n'étaient pas son fait, les remords moins encore. Ce n'était ni dans son personnage, ni dans son caractère. Quand il se trompait, il s'enfonçait dans l'erreur avec tout l'héroïsme de l'orgueil.

MAIS, en outre, a-t-il jamais connu des crises de conscience, comme cette anecdote le laisse entendre, sur le pro-

blème de l'unité allemande? Sa position, devant les campagnes de la droite et de l'extrême droite contre les traités, en exclut l'hypothèse. Le 11 octobre 1919, répondant à un sénateur monarchiste, M. de Lamarzelle, qui lui reprochait de n'avoir pas rompu l'unité allemande, Clemenceau disait:

— Une grande querelle est venue à cette tribune: la fameuse question de l'unité allemande. Là-dessus je ne suis pas du tout d'accord avec vous, mais en rien... Voilà une nation de 60 millions d'hommes qui était hier de 70 millions. Voilà des hommes qui ont une histoire séculaire. Ils sont allés de l'extrémité du particularisme à l'extrémité de la centralisation. Je n'y peux rien, c'est leur nature... Il n'y a d'unité profonde que l'unité des consciences, et à celle-là aucune main ne peut toucher. L'unité n'est pas dans le protocole des diplomates. Elle est dans le cœur des hommes. Il y a 60 millions d'hommes dont il faut nous accommoder. Dans l'ancien temps, je ne sais pas ce qu'on aurait fait d'eux. Les Romains eux-mêmes y ont ébréché leur fer. Nous n'allons pas nous lancer dans de telles entreprises... »

Et Tardieu, principal négociateur des clauses territoriales du traité, reprenait, vers la même époque, un thème identique:

— On a beaucoup parlé, à propos du traité de Versailles de 1919, des traités de Westphalie de 1648 pour exalter les seconds aux dépens du premier. On n'a oublié qu'une chose, c'est que de 1648 à 1919, l'Allemagne a vécu et que ces deux siècles et demi l'ont profondément modifiée. Tandis qu'en Autriche-Hongrie, les volontés ont tendu à diverger, en Allemagne, elles ont tendu constamment à converger. Toute l'histoire de l'Allemagne, depuis le XVII^e siècle, éclaire ce phénomène. » (1)

LE traité de Versailles fut dirigé contre l'unité allemande. L'exploitation éhontée du principe moral des réparations contenait déjà en germe la dislocation économique du Reich et la conséquence qu'on n'avait pas su prévoir: la dissociation du continent. Telle fut la véritable responsabilité des auteurs du traité. Certains hommes politiques allaient en assumer d'autres dans l'exécution. Clemenceau et Tardieu avaient répudié le testament de Richelieu et le traité de Westphalie. Poincaré reprit à son compte l'un et l'autre. Clemenceau avait désavoué les menées séparatistes de Mangin, Poincaré les encouragea et les monnaça. Les suites furent désastreuses pour le prestige de la France et la paix européenne. Si la démonstration que la solidarité continentale est une nécessité biologique était encore à faire, l'expérience douloureuse de la paix de 1919 suffirait à l'imposer. Telle fut la conclusion du professeur Grimm. Elle est aussi la nôtre.

Georges SUAREZ.

(1) *Le Pois*, par André Tardieu.

Suite de la première page

Il faut que, derrière le maréchal Pétain, notre chef prestigieux, M. Pierre Laval, M. Adrien Marquet, M. Pierre-Etienne Flandin collaborent au pouvoir, étant assurés qu'avec eux, une cohorte comprenant les noms unanimement respectés de Mgr Baudrillart, Mgr Suhard, Louis Lumière, Georges Claude, Abel Bonnard, Pierre Vigne, Georges Dumoulin, etc., participe à l'esprit de Montoire et soutient une action continue et inspirée des entretiens historiques du 24 octobre.

Une grande partie se joue actuellement en Europe; la France n'a pas le droit d'y refuser la place qui lui est due et qui lui a été, d'ailleurs, accordée malgré sa défaite.

Mais, pour la tenir, il lui faut un gouvernement fort, uni et cohérent. Une dernière chance lui a été offerte; elle ne doit pas la laisser échapper, ou alors elle ne serait plus la France. Si elle la refusait, elle s'abaisserait au rang des nations abâtardies, privées de volonté et de mesure; elle ruinerait son crédit même parmi ses meilleurs amis; elle perdrait toute pudeur et tout droit à l'estime des autres peuples; il lui resterait seulement la ressource de mendier pour ses citoyens affamés, dénués de tout, et misérables; et il n'est pas sûr qu'elle puisse un jour se relever, tant le cours de l'histoire est rapide.

Donc, un remaniement ministériel est imminent; nous en saluons l'annonce avec une nouvelle espérance et une profonde reconnaissance qui s'adressent toutes les deux à l'illustre soldat, chef de la nation et du gouvernement.

Nous l'attendons aussi avec confiance, parce que nous savons que des positions précises seront prises, que des équivoques mor-

telles seront dissipées. Et nous sommes sûrs que le maréchal Pétain n'est pas de ceux qui prolongent à plaisir les situations troubles, funestes à la vie du pays comme à celle de son peuple.

A. A.

AUTOUR DE L'ENTREVUE

Le 13 décembre, le président Laval se trouvait contraint de quitter le gouvernement.

Depuis, les discussions de tous ordres consécutives à la nouvelle orientation de la politique de Vichy avaient inquiété les populations.

Le respect unanime dont jouit le

Maréchal chef de l'Etat n'en était certes pas diminué. Mais la population se demandait si derrière sa grande figure ne s'annonçait pas un retour en force des éléments anglophiles qui furent à l'origine de la défaite française.

Enfin samedi, 18 janvier, dans le petit village de la Ferté-Hauterive, le Maréchal a rencontré M. Laval et a convenu avec lui de publier le communiqué qu'on a lu plus haut.

On ne saurait exagérer l'importance de cette rencontre. Le chef de l'Etat, ayant reconnu le rôle essentiel joué par M. Laval dans la politique de collaboration, a compris qu'en se séparant de lui il avait risqué d'interdire à la France la voie du salut.

On peut espérer que dans les jours prochains l'événement d'hier aura d'importants développements.

VERS LE DÉNOUEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

Le maréchal PETAIN a reçu dans son wagon-salon M. Pierre LAVAL

LES MALENTENDUS QUI AVAIENT PROVOQUE
LES ÉVÉNEMENTS DU 13 DÉCEMBRE
ont été dissipés au cours de cet entretien

**Un remaniement
ministériel
est imminent**

La présidence du Conseil à Vichy communique que le maréchal Pétain, chef de l'Etat, a rencontré samedi le président Laval. Ils ont eu un long entretien au cours duquel ont été dissipés les malentendus qui avaient amené les événements du 13 décembre.

Nous sommes en mesure d'ajouter que la rencontre a eu lieu à la gare de la Ferté-Hauterive, à 21 kilomètres de Moulins, dans un wagon-salon du chef de l'Etat.

Après l'entretien, qui a duré de 17 heures à 18 h. 35, le maréchal Pétain a regagné Vichy dans son train spécial tandis que le président Laval rentrait à Paris par la route.

La crise politique dont la France déperissait jour après jour est sur le point d'être dénouée.

En effet, les malentendus qui avaient provoqué les événements

du 13 décembre ont été dissipés vendredi soir dans le wagon-salon du maréchal Pétain, au cours d'une conversation à deux entre le chef de l'Etat et M. Pierre Laval.

Première conséquence à prévoir pour un avenir immédiat : les auteurs du « coup d'Etat » du 13 décembre devront abandonner les leviers de commande dont ils ont imprudemment abusé ; la France n'a pas le temps de se laisser séduire par des jeux d'une époque révolue ; il lui faut vivre. Et, jusqu'ici, ni M. Peyrouton ni M. Albert ne lui ont donné des raisons de vivre, ni même des raisons d'espérer.

Deuxième conséquence : les hommes qui, aussitôt après les douloureux événements de juin 1940, ont publiquement apporté leur adhésion à la collaboration franco-allemande pour une Europe pacifiée, devront s'unir dans le but d'assurer à la France un rôle qui est digne de celui qu'elle a assumé à travers les siècles. Dans le pays de Descartes, la raison n'a pas dit son dernier mot.

André ALGARRON



(Photo archives.)

Le maréchal Pétain



M. Pierre Laval

(Photo archives.)

Suite page 3

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 23.328 vom 21. Januar 1941

Begegnung Führer-Duce.

Die Nachricht von der 9. Begegnung des Führers mit Mussolini wird in allen Tageszeitungen gut gebracht. Die beste Aufmachung ist in "Le Petit Parisien" festzustellen.

LE FUHRER ET LE DUCE SE SONT RENCONTRÉS UNE NOUVELLE FOIS

en présence de M. von Ribbentrop et du comte Ciano

ILS ONT PROCÉDÉ A UN LARGE EXAMEN DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Berlin, 20 janvier.

A l'occasion d'une entrevue, le Führer et le Duce ont eu un entretien approfondi sur la situation, en présence des ministres des Affaires étrangères, de l'Axe. Cet entretien a eu lieu dans l'esprit d'amitié cordiale qui unit

les deux chefs de gouvernement et d'étroite union dans le combat qui anime les peuples allemand et italien.

Il a permis de constater la totale identité de vues des deux interlocuteurs sur leurs conceptions dans tous les domaines.



Le Führer et le Duce au cours de leur deuxième entrevue du Brenner (Photo N. O. R. A.)

LES DERNIÈRES ENTREVUES DES DEUX CHEFS D'ÉTAT

C'est la quatrième entrevue du Führer et du Duce depuis un an. Le 18 mars, en effet, M. Hitler a rencontré M. Mussolini sur le Brenner.

La seconde entrevue des deux chefs d'Etat eut lieu le 18 juin, toujours sur le Brenner, au lendemain de la demande d'armistice par la France.

Enfin, le 28 octobre, à Florence, cette fois, le Duce et le Führer se rencontrèrent à nouveau.

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.226 vom 23. Januar 1941

Deutsche Hilfsmaßnahmen.

Nunmehr können die französischen Fischer im Ärmelkanal wieder auf Fischfang auslaufen, und zwar weil sie von deutschen Jagern geschützt werden. Bisher war die Fischerei nicht möglich, da die Engländer die Fischereiboote mit MG's beschossen.

**Des avions allemands
protégeront
les pêcheurs de la Manche**

Après plusieurs jours d'interruption, les pêcheurs français ont pu reprendre leur activité dans la Manche. Dans différents ports, surtout à Boulogne-sur-Mer, leur travail avait été rendu difficile par les vedettes rapides anglaises qui n'hésitaient pas à les mitrailler.

Désormais, des avions de chasse allemands assureront leur protection. La sortie des barques est autorisée uniquement dans la journée et elles ne doivent pas dépasser trois milles de la côte. La première série de douze barques de pêcheurs de Boulogne-sur-Mer a pu prendre le large hier et est rentrée sans encombre avec une bonne pêche. (A. F. I. P.)

4 4-7 3-7 9-3

11

Aus "Paris-Soir" Sixième Edition
Nr. 213 vom 21. Januar 1941

Der Fall der "Mendoza".

Die Aufbringung der "Mendoza" durch die Engländer wird in der Tagespresse gut herausgestellt. London verrät schon wieder französisches Interesse und halte sich nicht an das gegebene Versprechen. Der Verfasser, der vor einiger Zeit äußerte, daß der Krieg der City ein Krieg gegen Greise, Frauen und Kinder sei, hätte Recht behalten. Wenn England grausam handelt, verharret es in der Tradition seiner unmenschlichen Politik. Noch schlimmer aber sei, daß es noch Franzosen gäbe, die auf England hoffen.

Le «Mendoza»
CAPTURÉ
par les Anglais

Pour la cinquième fois, le Mendoza a été arraisonné.

Un communiqué officiel de Vichy fait connaître que le paquebot, qui transportait vers la France des vivres et des médicaments destinés à la Croix-Rouge, a été capturé par le croiseur britannique qui le suivait depuis sa sortie du port.

D'autre part, une dépêche datée de Rio-de-Janeiro annonce que le gouvernement brésilien a, aussitôt, décidé de protester auprès des autorités anglaises, le Mendoza ayant été arrêté dans la zone de sécurité sud-américaine, à environ 5 milles de la côte du Brésil.

Ainsi donc, en dépit d'engagements formellement pris, Londres trahit une fois de plus sa parole.

J'avais raison de dire ici-même, il y a quarante-huit heures : « La guerre de la Cité, c'est la guerre aux vieillards, aux femmes et aux enfants. »

Ceux qui connaissent un peu l'histoire de la Grande-Bretagne savent qu'en agissant cruellement l'empire britannique reste dans la tradition de sa politique inhumaine.

Ce qui est plus grave, ce qui est plus odieux aussi, c'est qu'il puisse se trouver encore des Français qui gardent quelque illusion sur les sentiments réels de Londres à l'égard de notre pays.

Henry JANIERES.

4 4-7 3-7 9-14

12

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.226 vom 23. Januar 1941

Pressefeldzug gegen England!

Wie im Fall der "Mendoza" wollen die Engländer weitere 5 franz. Handelsschiffe, die Lebensmittel (vom amerikanischen Roten Kreuz gestiftete) nach Frankreich bringen sollen, nicht durch die Blockade lassen. Mehrere englische Kriegsschiffe haben sich vor dem Hafen von Montevideo postiert und lauern auf die franz. Schiffe. Die Regierung in London hat erklärt, daß sie die erste Gelegenheit benutzen würde, um diese Schiffe aufzubringen und festzuhalten.

DANS LE PORT DE MONTEVIDEO

**Cinq navires
français
s'apprêtent
à leur tour
à forcer
le blocus
britannique**

**Londres annonce que la marine britannique
a reçu l'ordre de les capturer**

Tous les Français ont suivi avec le plus grand intérêt les tentatives répétées du *Mendoza* de forcer le blocus britannique, afin d'apporter en France les vivres, vêtements et médicaments que la Croix-Rouge américaine avait recueillis et destinait aux enfants et femmes de France.

On sait que malgré la promesse donnée par M. Churchill au gouvernement américain, le *Mendoza* a été arraisonné et capturé par un croiseur anglais et que le gouvernement de Vichy vient de protester à Londres contre cette capture en même temps qu'il saisissait la Commission américaine de neutralité. La capture, en effet, a eu lieu dans les eaux neutres américaines, à moins de 5 milles des côtes brésiliennes.

Cinq autres navires français, dont le *Campana*, sont actuellement ancrés dans le port de Montevideo, chargés des dons de la Croix-Rouge américaine et qui attendent le moment de partir.

On annonce aujourd'hui que plusieurs navires de guerre anglais sont venus se poster devant Montevideo, guettant le départ des navires français.

On ajoute que le gouvernement de Londres, revenant sur la promesse faite au Président Roosevelt de laisser passer ces navires, a fait savoir qu'il ne songeait pas à lever le blocus mais, qu'au contraire, il saisirait la première occasion favorable pour les arraisonner et les capturer.

Aus "La France au Travail"
Nr. 21 vom 22. Januar 1941

13

Pressefeldzug gegen England.

England hat getreu dem Wort von Pitt: "Die britische Politik ist der englische Handel" in seiner ganzen Geschichte mit rücksichtslosen Methoden sich aller wichtigen Häfen und Brückenköpfe bemächtigt, neue Handelsstraßen eröffnet, Stützpunkte besetzt und ist auch überall den französischen Interessen entgegen getreten.

LES PLOUTOCRATES

contre

LA PAIX

Parallèlement à l'effort paisible de la France pour coloniser pacifiquement le monde, l'Angleterre s'évertue de toutes ses forces à conquérir la primauté au moins sur l'océan Atlantique dont tous les rivages ont été explorés. Jusqu'à cette époque, l'Angleterre n'a eu d'autre politique que la recherche de quelques ports ou « têtes de pont » sur le continent. L'ouverture de nouvelles routes maritimes et de nouveaux débouchés à son commerce la place devant une nécessité nouvelle : il lui faut non seulement des ports, mais des bases et points d'appui pour la sécurité de la navigation au long cours. A la fin du XVIII^e siècle, son grand homme, Pitt, donnera cette définition :

« La politique britannique, c'est le commerce anglais », formule qui domine l'histoire de l'Angleterre et permet de comprendre ce que l'Histoire ne dit pas. Henri VIII a subventionné la rivalité de Charles-Quint et de François I^{er} pour occuper la France sur le continent et l'éloigner des découvertes maritimes. Sa fille Elisabeth d'Angleterre a subventionné les guerres de religion en France moins pour soutenir le protestantisme que pour affaiblir la France et la détourner de la mer. Le roi anglais catholique Charles I^{er} a secouru les protestants à La Rochelle, port français sur l'océan (1628), parce que la Guerre civile paralysait un peu le magnifique essor colonial français. Un traité de commerce, conclu en 1572, accordait aux marchands britanniques la liberté de commerce en France, mais la réciproque ne fut signée qu'en 1606, renouvelée en 1623, et ne fut jamais observée par l'Amirauté britannique qui ne cessa de pirater la marine française, malgré les protestations inefficaces d'une diplomatie sans appui.

Edmond CARAGUËL.

Das zukünftige Europa.

Claude Jeantet weist daraufhin, daß der Einsatz der deutschen Luftwaffe im Mittelmeer die Utopien jener "Strategen" erweist, die auf einen für England günstigen Ausgang des Krieges spekulierten. Die Stukas haben der englischen Flotte wieder eine gewaltige Niederlage beigebracht.

Aus solchen militärischen Ereignissen ergeben sich auch für Frankreich bestimmte Konsequenzen: Frankreichs Realität ist eine europäische. Jede Rückkehr zu der alten Betrachtungsweise ist verhängnisvoll. Frankreich müsse, ehe es zu spät ist, seinen Platz im neuen Europa einnehmen.

In Asien entstehe eine ähnliche neue Organisation unter japanischer Führung.

Amerika greife nach den britischen Besitzungen und reflektiere auf die Nachfolge in der englischen Herrschaft zur See. In Europa lenkt Deutschland die neue Organisation.

Jeantet unterstreicht noch einmal die kürzliche Äußerung Pétains, daß Frankreich der neuen Ordnung in Europa beitreten und loyal mitarbeiten will. (inspiriert)

Pour assurer l'avenir de la France

SOYONS EUROPÉENS

LES événements se sont déroulés l'an dernier à un tel rythme que l'opinion publique, victime par surcroît des relents d'une propagande qui n'avait tenu aucun compte des données réelles, a eu peine à les suivre, et, par suite, à les comprendre pleinement, à les apprécier à leur valeur profonde, à en tirer les conséquences et la leçon.

Puis, avec l'hiver, certains ont cru que la grande affaire allait moins vite ou même qu'avec l'offensive britannique en Afrique et la guerre de Grèce le fleuve remonterait vers sa source...

Mais voici que l'intervention des forces allemandes en Méditerranée contraint d'un seul coup les stratèges utopiques à tenir compte des faits. Les Stukas ne viennent-ils pas d'infliger un échec très grave — puisqu'il comporte de lourdes pertes matérielles — à la flotte britannique de combat?

Claude JEANTET

Suite page 3, col. 1

POUR ASSURER L'AVENIR DE LA FRANCE

Soyons Européens

Suite de la première page

Il n'y a pas d'ailleurs que le cours plus ou moins rapide des événements pour égarer le jugement de l'opinion... Leur multiplicité et surtout l'immensité complexe du théâtre mondial à travers lequel ils se produisent ou s'esquissent exigent des Français un effort d'imagination auquel on ne les avait pas préparés.

Ce n'est cependant qu'à ce prix qu'une conception saine du rôle de notre pays naîtra enfin dans les esprits.

Qu'au lieu de s'abandonner aux impulsions idéologiques périmées, qui sont souvent provoquées par des intérêts étrangers à l'intérêt national, les Français regardent attentivement la carte du monde et se réfèrent aux faits. Ils constateront alors que la réalité de la France est européenne.

Qu'ils renoncent aussi aux vains et négatifs retours sur le passé pour s'apprêter à participer à la construction de l'avenir... Ils s'apercevront aussitôt que, pour la France, la construction de l'avenir, c'est d'abord la construction de l'Europe, et qu'il s'agit précisément pour elle de prendre sa place dans cette Europe nouvelle en gestation avant qu'il soit trop tard.

○○○

Alors — mais alors seulement — ils verront se dessiner clairement devant leurs yeux ce qui est en train de s'accomplir.

Au delà de l'Europe, au delà de l'Est, ce qui se fait peu à peu, c'est l'organisation d'une Asie nouvelle avec le Japon.

Dans un monde intermédiaire entre l'Extrême-Orient et nous, ce qui se fait, c'est l'organisation du monde russe.

Au delà de l'Europe encore, mais à l'Ouest, ce qui se fait, c'est la mainmise américaine sur les possessions anglaises de cet hémisphère. Qui ne voit que, au fond, les U. S. A., en prétendant défendre la Grande-Bretagne, cherchent seulement à préserver pour un temps une position avancée à l'abri de laquelle ils veulent constituer un empire et hériter de la maîtrise britannique des mers? Quant à l'Europe, qui donc pourrait se refuser à comprendre qu'elle s'organise, elle aussi, et que l'Allemagne y dirige le mouvement? Au nom de quel mythe d'outre-Atlantique la France se tiendrait-elle à l'écart, alors que le Reich a déjà établi les liaisons avec le Japon, la Russie et l'Italie méditerranéenne?

N'oublions pas les paroles prononcées pour les Français le 25 juin dernier par le maréchal Pétain: « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. »

Et rapprochons-les de celles que le chef de l'Etat adressait amicalement à un journaliste américain, il y a quelques jours à peine: « L'organisation du continent européen est la conséquence inéluctable de la guerre en cours. La France entend s'associer à cette organisation continentale, à y coopérer loyalement dans l'espoir de fonder une paix solide et durable en Europe et dans le monde. »

Suivons enfin les conseils de collaboration du maréchal Pétain. Soyons Européens pour assurer l'avenir de la France.

C. I.

4 47371916

4 173 797

15

us "La France au Travail"
r. 21 vom 22. Januar 1941

Das neue Deutschland.

Ein Franzose gibt eine gedrängte Schilderung der national-sozialistischen Aufbauarbeit auf landwirtschaftlichem, wirtschaftlichem und sozialem Gebiet, namentlich die Maßnahmen zur Beseitigung der Arbeitslosigkeit.

Diese Erneuerung Deutschlands sei der Einheit und methodischen Organisation der NSDAP zu verdanken.

L'ŒUVRE du national-socialisme

Le 1^{er} février 1933, le chancelier Hitler déclarait au Reichstag : « Terrible est l'héritage que nous assumons. »

La situation du pays était effroyable.

Deux périls mortels menaçaient l'Allemagne : elle risquait de voir disparaître sa paysannerie et de succomber sous le poids du chômage. La misère s'était installée avec le chômage : 6 millions de chômeurs et 3 millions d'hommes travaillant quelques heures par jour ; soit, avec les familles, 20 millions d'Allemands — le quart de la population — réduits aux quelques marks de l'assistance sociale.

Les paysans étaient traqués par le fisc et leurs créanciers, déposés de leurs biens, chassés par les spéculateurs. Le ravitaillement, précaire, était devenu tributaire de l'étranger.

De 1929 à 1932, la production industrielle avait baissé de 50 %. Les usines fermaient, faute de capitaux et de matières premières.

En face de dettes privées à l'étranger se montant à 25 milliards de marks, l'actif or de la Reichsbank descendait à 439 millions de marks. Une armée de fonctionnaires dévorait le pays : le Reich en comptait 461.000, et les 18 pays agrégés au Reich, 275.000 ; les corporations et les communes, 500.000 — fonctionnaires et employés faméliques comme la masse des petits commerçants.

En politique, le chaos : chacun des 18 pays rattachés au Reich avait leur parlement, leurs ministres, leurs députés au nombre de 3.000.

Plus de 25 partis se disputaient l'opinion.

•••

Aucune réforme profonde ne pouvait être opérée sans la restauration préalable de l'autorité de l'Etat. Les partis disparaurent,

le communisme et la social-démocratie étant abandonnés par les masses qui se ralliaient au national-socialisme. Les syndicats entraient dans le Front du Travail ; un immense mouvement, venu du cœur même des foules, rangeait la nation tout entière derrière son nouveau chef : le chancelier Hitler. L'Allemagne, épuisée par les luttes stériles des partis, entraînait dans la voie du redressement.

Les résultats ne se firent pas attendre : des mesures énergiques contre le chômage, un plan cohérent de grands travaux et de renaissance économique, industrielle et agricole. Tandis que les paysans voyaient assurer et rétablir le profit des entreprises rurales, les ouvriers chômeurs entraient dans le circuit de la production assaini par l'Etat. Mais, pour cela, il avait fallu que les chômeurs fassent abstraction des idées anarchiques favorisées par la décomposition du capitalisme : tout homme devait travailler dans son métier, sinon, dans le cadre de la collectivité et suivant les possibilités du moment. Le travail et le pain étaient à ce prix. L'Allemagne comprit : l'agriculture fut sauvée et le chômage jugulé.

Cette rénovation de l'Allemagne était due à l'unité et à l'organisation méthodique du parti national-socialiste. Un plan audacieux, des chefs jeunes et énergiques ont sauvé l'Allemagne.

Ces chefs ont dû lutter, aussi contre le particularisme allemand, si puissant dans les provinces, qui constituait bien plus que les partis de la République de Weimar, le principal obstacle à la direction unique et à l'idéal national allemand qui s'était incarné dans la personne du chancelier Hitler.

Et les intérêts particuliers ont dû céder devant l'intérêt général, devant celui de la communauté allemande tout entière.

Alexandre MARTEAU.

16

Aus "Aujourd'hui"
Nr. 152 vom 21. Januar 1941

Die deutsche Luftwaffe im Polenfeldzug.

Die kürzliche Veröffentlichung des Auswärtigen Amtes von den Geheimdokumenten des seinerzeitigen französischen Attaches in Polen und des Geschwaderchefs, der der französischen Militärmission in Polen angehörte, werden von "Aujourd'hui" übernommen und dabei herausgestellt, daß die deutsche Luftwaffe beim Polenfeldzug die Kriegsgesetze innehielt, sich nur auf die Bombardierung militärischer Ziele beschränkte.

**"LA LUFTWAFFE
a respecté en Pologne
les lois de la guerre"**

**écrivait, en septembre 39,
notre attaché militaire à Varsovie**

Le ministère des Affaires étrangères du Reich publie aujourd'hui deux documents secrets de l'état-major français, qui, parmi plusieurs autres, avaient été trouvés, en juin dernier, par les armées allemandes à la Charité-sur-Loire.

Ces deux rapports secrets étaient signés de l'attaché de l'air français, en Pologne, le général Armengaud, et du chef d'escadrons Choisy, membre de la délégation militaire française en Pologne.

Le général Armengaud écrivait, le 14 septembre : « Il est incontestable que l'aviation allemande, dans la campagne de Pologne, a respecté les lois de la guerre. Elle n'a attaqué que les objectifs militaires. Si des personnes civiles ont été blessées ou tuées, c'est uniquement parce qu'elles se trouvaient dans les environs des objectifs militaires. »

« Il est important, poursuit le général Armengaud, que l'on soit au courant de cela en France et en Angleterre pour que nous ne déclenchions pas la guerre aérienne. »

Le chef d'escadrons Choisy, membre de la mission française en Pologne, déclarait, à son tour : « Aucun bombardement n'a été effectué de nuit par l'aviation allemande. Les seuls buts auxquels visaient les attaques furent des gares, des aérodromes, le grand quartier polonais et tous les ponts de la Vistule. La population civile a été épargnée. »

Ces deux rapports sont trop édifiants, à notre sens, pour que l'on y ajoute le moindre commentaire.

17

Aus "Le Cri du Peuple"
Nr. 91 vom 19. Januar 1941

Die Gemeindeverwaltung in Frankreich und Deutschland.

Vor der Pariser Pressekonferenzsprach OKV Dr. Parisius über die Organisation der Gemeindeverwaltung in Frankreich und Deutschland. Ausgehend von dem Führerprinzip in der deutschen Verwaltung, verglich Dr. Parisius die Verwaltung in beiden Ländern. Die franz. Gemeindeverwaltung ist provisorisch und es ist wahrscheinlich, daß die kommende Gemeindeordnung mit der des Reiches identisch sein wird.

**Organisation
de l'administration des communes
en France et en Allemagne**

Le désir de connaître l'organisation de la vie publique en Allemagne ayant été exprimé à différentes reprises, le docteur Parisius, conseiller de guerre, a donné quelques précisions à ce sujet.

« Toute l'Administration allemande est régie par le principe du Führer, par lequel le pouvoir de gouverner est confié à un seul homme, qui a d'ailleurs la confiance du peuple entier.

En France, d'ailleurs, tous les pouvoirs viennent également d'être transmis il y a quelques mois au Maréchal Pétain.

Dans tous les échelons de la vie administrative, le même principe est appliqué.

En Allemagne, les circonscriptions administratives sont beaucoup plus grandes que les départements français. Encore aujourd'hui, il existe en Allemagne les « Länder », pays qui ont conservé un gouvernement propre. Mais toute loi votée par lui doit être acceptée par le Reich, d'où dépendance des pays du gouvernement central. A la tête de chaque « pays » il y a un Reichstatthalter.

Les « Länder » sont à leur tour divisés en provinces, chacune en moyenne dix fois plus grande que les départements français. Cette division permet la solution de nombreux problèmes, dégageant ainsi le gouvernement central.

A l'encontre de la France où toute l'administration est centralisée, elle est décentralisée en Allemagne. On y fait l'expérience que la marge des affaires publiques est de ce fait beaucoup plus rapide.

Les arrondissements ont également en Allemagne une vie administrative plus indépendante qu'en France. Chaque circonscription est dirigée par un fonctionnaire indépendant, n'étant assisté par aucun conseil.

Par une loi du 12 octobre, les conseils généraux et les conseils d'arrondissement ont été dissous en France. Ainsi le principe du Führer est introduit dans les arrondissements et les départements français.

L'administration des communes est également très différente dans les deux pays. En Allemagne encore application du führer-principe. Toutes les décisions sont prises par le maire seul, qui fixe le budget, les emprunts, etc... Il est nommé par l'Etat. Le conseil municipal n'a qu'une activité consultative. Le maire prend la décision après consultation avec le conseil municipal qui, lui, est nommé par le parti national-socialiste.

L'organisation communale en

France est régie actuellement par la loi de 1884. C'est le conseil municipal qui prend les décisions, tandis que le maire a des droits qui lui sont propres.

On vient de commencer une réforme dans l'administration communale française par la nomination des maires et conseillers municipaux. Mais cette nouvelle disposition ne s'appliquant qu'aux communes de plus de 2.000 habitants, quatorze quinzièmes des communes françaises échappent à cette nouvelle loi.

La législation française administrative est provisoire et il est vraisemblable qu'elle envisage des changements; et elle sera peut-être identique à celle de l'Allemagne.

18

Aus "Le Cri du Peuple"
Nr. 93, vom 21. Januar 1941

Die französische Unwissenheit.

Die Aufführung einer Bach-Messe durch Chor und Orchester der Stadt Aachen wird zum Anlass genommen, um auf die Ahnungslosigkeit und Unwissenheit hinzulenken, die selbst bei franz. Gebildeten heute noch auch hinsichtlich der deutschen Kultur herrscht.

"Barbaren, als die man die Deutschen hinstellte, könnten keine solche Musik komponieren und spielen. Der Präsident der Bachgesellschaft in Paris erklärte am Schluß der Aufführung: "Ich habe soeben begriffen, daß wir in Frankreich Dummköpfe sind...."

Das musikalische Deutschland sei für die Franzosen wie eine Entdeckung. Es gäbe Franzosen, die gar nicht wissen, daß Deutschland genau so Dichter und Romanschriftsteller, Musiker und Virtuosen habe. Die Franzosen müßten erst alles kennenlernen.

Der Verfasser führt die hervorragendsten Dichter und Schriftsteller der neuern und neusten deutschen Literatur auf und gibt eine kurze Beschreibung des Buches von Ernst Wiechert, "Die Majorin", dessen Übersetzung in diesen Tagen erschienen ist.

Bei Wiechert könne man die "träumerische und komplizierte Seele" des Deutschen finden.

LES
RÉVÉLATEURS
DE L'ÂME
ALLEMANDE

par
FERNAND - DEMEURE

Ce soir de décembre où le chœur et l'orchestre de la ville d'Aix-la-Chapelle, au palais Chaillot, exécutèrent de cette façon à la fois poignante et sereine la *Messe en si mineur* de Bach, on pensait, en écoutant s'élever l'étonnante harmonie du chant liturgique telle que la réalisa le musicien allemand, que ces hommes et ces femmes, chantant ou jouant, étaient issus d'une terre heureuse où l'amour des arts était fortement enfoncé dans le cœur des humains. Et l'on évoquait les misérables mensonges répandus à plaisir par les méchants, proclamant que toute poésie avait replié ses ailes de l'autre côté du Rhin.

Des barbares, ces gens assouplis à la plus exquise des contraintes qui nous valait cet ample, limpide, fougueux et enjoué développement de musicalité ? Hélas ! c'était le président de la Société Bach de Paris qui avait raison, s'exclamant douloureusement à l'issue de cette solennité :

« Je viens de comprendre que nous sommes en France des imbéciles... »

(Suite en troisième page)

Les révélateurs
de l'âme allemande

[Suite de la première page]

Oui, des imbéciles, nous qui nous croyions si malins et nous montrions si farauds ; des imbéciles à cause de notre paresseuse incohésion et de notre ignorance par trop grièbe.

Quelle découverte pour les Français que cette Allemagne musicienne, fervente. Hélas ! on ne savait pas ! Et sait-on, en dehors de quelques initiés, qu'elle existe cette Allemagne et qu'elle a ses romanciers et ses poètes, comme elle a ses musiciens et ses virtuoses ?

Nous avons encore tout à en connaître. Des lecteurs amis nous confessent leur ignorance en s'excusant, tout étonnés d'apprendre l'existence d'une vie intellectuelle à ce point vivante et vivace dans le III^e Reich.

— Comment ! Il existe des écrivains en Allemagne ? nous disent certains.

Eh ! oui, et de grands. Particulièrement, l'Allemagne actuelle possède une nombreuse cohorte de poètes. Il en fut un, subtil et profond, Rainer Maria Rilke qu'a traduit avec une minutieuse habileté M. Maurice Betz, l'auteur, par ailleurs, de « Dialogues des Prisonniers 1940 », d'une pensée amère et vive à la fois. Rilke, à une fois d'irréalité et de délicatesse, fait le pont entre la littérature d'avant la Révolution et celle d'aujourd'hui. Il est de la génération des Rudolf Binding, Hans Carossa, Hermann Stehr, Hans Friedrich Blunck, Ina Seidel, etc., qui n'ont cessé de produire et forment avec de plus jeunes comme Hans Johst, Hermann Burte, Hermann Claudius, Heinrich Zillech, Herbert Boehme, etc., la couronne poétique de l'Allemagne éternelle.

A ces écrivains, ajoutons Ernst Wiechert dont Blaise Briod vient de nous donner la traduction de « Die Majorin » sous le titre « Le Revenant ». C'est la première des œuvres d'Ernst Wiechert qui nous soit offerte en France. Comme Carossa, Wiechert sera une révélation.

Qu'on ne s'y trompe pas : Wiechert ne ressemble en rien à Carossa. Celui-ci ne se laisse pas saisir au premier abord. Il est secret, ardu, cérébral, comme on dit. Ernst Wiechert est plus humainement à la portée du lecteur. Pourtant, chez lui, quel sens de l'art du conteur ! Quelle façon étonnante de conduire son récit, de le présenter ! Et quelle imagination ! « Le Revenant » : un

homme qui, après vingt ans de misère et après avoir été tenu pour mort par tous les siens, revient de la guerre de 14. Quel drame cette revenue déclenche dans les âmes et jusque, semble-t-il, chez les choses et dans la nature.

Ernst Wiechert la connaît, la nature. Il est né en pleine forêt de la Prusse orientale le 18 mai 1887 et y a appris à sentir. Il a gardé dans son âme l'étonnante saveur du mystère des bois et cette imprécision précise du chant des arbres s'ébrouant de toutes leurs feuilles sous l'haleine des vents. Et tout cela se retrouve dans ses récits un peu étranges et fantastiques.

Ernst Wiechert débuta en 1916 par un roman, « Die Flucht », publié sous le pseudonyme de Ernst Barany Bjell ; six ans plus tard, il donna un nouveau roman : « Der Wald ». Il devait, au fur et à mesure, ensuite publier une trentaine de volumes dont « Die Majorin » en 1934.

Un critique, Wolfgang von Stein, voit en Wiechert un miroir de son temps, le poète qui dit les problèmes de sa génération. Ernst Wiechert, en effet, exprime dans ses livres les idées, le temps, la terre, l'homme, la famille, l'Etat allemands présents. Il est l'auteur chez qui l'on peut aller chercher l'âme rêveuse et compliquée de l'Allemagne, de cette Allemagne amoureuse de la force et de la discipline — de la santé, en somme — parce qu'elles sont génératrices d'unité et de grandeur et forment cette harmonie heureuse et puissante qu'il nous fut donné d'admirer, ce jeudi soir de décembre où le chœur et l'orchestre de la ville d'Aix-la-Chapelle chantaient et jouaient une Messe de Bach sur la colline de Chaillot.

FERNAND-DEMEURE.

4 173 802

19

Aus "La France au Travail"
Nr. 20 vom 21. Januar 1941

Französische Arbeiter in Deutschland.

Der Hilfsmonteur Maurice ~~XXXXXX~~ Duverdin schildert seine Erfahrungen in Deutschland. Er hebt die warmen Räume hervor, die Sauberkeit und die gute Verpflegung. Sein Stundenlohn beträgt 15 frs. Von seinem Lohn kann er RM 50,— nach Hause schicken und sich für RM 40,— monatlich Anschaffungen machen. Die verheirateten Arbeiter erhalten pro Tag RM 1,50 mehr Lohn.

" JE REVIENS D'ALLEMAGNE "

Témoignage d'un ouvrier français

(Suite.)

Les premiers jours

Notre camp est en partie occupé par des Hollandais. Il est contigu à l'usine. Cette usine : je me rappelle, ce déjà lointain jour où nous la traversâmes, nous parut infinie, avec ses bâtiments immenses et variés, son armée (20.000) de travailleurs et ses longues allées bordées par des bâtiments en cours de construction qui n'en finissaient pas ! Il est vrai qu'elle fait la bagatelle de 12 kilomètres de côté.

En arrivant dans notre camp, nos chambres sont remplies d'une douce chaleur ; les lits sont propres, avec leurs draps de fine toile à carreaux bleus et blancs, et nos couvertures de bonne laine. Ils sont superposés deux par deux, et la cham-

bre en contient vingt ; à côté de chaque lit, il y a un placard où nous rangeons nos affaires modestes : la plupart d'entre nous étaient en chômage. Quel bon feu ! Dans les jours qui suivront, avec ce feu — vrai démon — et nos deux couvertures — nous aurons même trop chaud.

Le lendemain matin nous allons à la cantine boire un bol de café bien chaud, accompagné de pain et beurre, puis nous sommes conduits à l'office de placement des travailleurs du Reich (Deutsch Arbeitsamt). Nous déclarons nos profession, nom, situation de famille, nous remettons également nos papiers de contrôle du départ de Paris (Überweisschein). Nous sommes placés suivant nos aptitudes : il faut montrer des certificats, chose que j'avais jugé inutile d'emporter et, de ce fait, au lieu d'être « Gressereiarbeiter », fondeur, je suis aide-monteur : Montergehilfe. Mon salaire horaire (Entlohnung für stunde) est de 75 Reichspfennigs, soit 15 francs français. Ainsi que vous le voyez, c'est un salaire élevé pour un manoeuvre. Pour une étourderie : oublier mes certificats, je perds néanmoins : RM 1,25 — RM 0,75 = RM 0,50, soit 10 francs par heure. Cependant, avec ce salaire, je peux me payer environ pour 40 marks de fantaisies mensuelles et envoyer 50 marks chez mes parents, soit 1.000 francs. Ces marks, par l'intermédiaire de la « Norddeutschebank » sont envoyés à notre famille ; et les hommes mariés touchent 1 mark 50 de plus par jour. Qu'ils sont loin, les salaires qu'une affiche capitaliste — était-ce raisonnable ? — jugeait excessifs en France ; avec ce que nous touchons, nous pouvons facilement envoyer : célibataires, 80 marks, et mariés, 120 marks par mois, soit 1.600 et 2.500 fr. par mois.

(A suivre.)

Maurice DUVERDIN,
aide-monteur.

4 173803

20

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.223 vom 20. Januar 1941

Gegen Gerüchtemacher.

Marcel Déat wendet sich gegen die Gerüchtemacher. Es sei schwer festzustellen, aus welchen Quellen diese Gerüchte herrühren. Sicher aber sei, daß die Franzosen diese Gerüchte ohne jegliche Kritik aufnehmen und weitergehen. Es sei u. a. das Gerücht aufgetaucht, daß sich die franz. Winterhilfe in deutschen Händen befinde, ferner, daß die Sammlungen in Geld und Natur nach Deutschland gelangt, daß die Paketsendungen nicht an ihre Adresse gelangen. Es wurden sogar anonyme Briefe an die Frauen von Kriegsgefangenen geschickt, worin der Inhalt der Pakete als ausgezeichnet bezeichnet wurde. Dadurch wollte man den Angehörigen der Kriegsgefangenen weismachen, daß die Pakete von Deutschen geöffnet werden.

Auch über Laval hätten die Gegner der Collaboration die unglaublichsten Gerüchte verbreitet: Er hätte die franz. Kriegsflotte, die Kolonien an Deutschland verkauft, den deutschen Truppen den Durchmarsch durch das nicht besetzte Gebiet erlaubt, er wolle England den Krieg erklären usw. Solche Gerüchte stammen sogar von Staatssekretären, also offiziellen Persönlichkeiten.

Man müsse endlich daran gehen, die franz. Luft zu desinfizieren, die Gehirne zu entgiften und die öffentliche Meinung von neuem zu erziehen.

Et bobards de courir...

par MARCEL DÉAT

On s'est toujours demandé si les légendes, les récits du folklore, avaient un auteur individuel, ou bien s'ils s'étaient formés spontanément. On peut se poser la même question à propos des innombrables racontars qui cheminent de bouche en bouche, et qu'on retrouve en toutes régions. Y a-t-il des officines de propagande anglaise dans lesquelles on prépare des récits fantaisistes, existe-t-il des agents payés ou bénévoles qui les répandent? Ou bien l'imagination populaire travaille-t-elle spontanément sur des données fragmentaires, sur des thèmes de radio? Il ne nous appartient pas d'éclaircir ces petits mystères, mais le sûr est que les Français continuent d'accueillir pêle-mêle, et sans aucune critique, les plus invraisemblables bobards.

Notons que depuis quelque temps ces bobards sont devenus agressifs et tournent à la calomnie, contre certaines institutions et certaines personnes. J'en donnerai deux exemples. C'est d'abord l'Entr'Aide d'Hiver, à laquelle de bonnes âmes s'en sont prises. Les uns insinuent ou proclament, selon leur courage et leur tempérament, que l'Entr'Aide est entre les mains des Allemands ou de leurs créatures. Les autres sont pleins d'anecdotes tendant à prouver que le fruit des collectes financières, ou en nature, est destiné aux Allemands. Exactement comme en d'autres cas on prétend que les colis des pri-

naissance pe
et du froid...
voici le d
quand la
TIQUE FRANCO
Pierre

à 18
Le dima
La Coup
échoit à C

Et les... de courtir...

par MARCEL DÉAT

(Suite de la première page)

Or, l'Entr'Aide d'Hiver a été fondée par le maréchal Pétain, le Comité et les dirigeants en ont été désignés par lui, elle est placée sous le contrôle financier du Secours National. A chaque instant des communiqués et des statistiques précisent le résultat des quêtes et collectes, et la manière dont elles se sont traduites en répartitions massives, par le canal des centaines d'œuvres de la région parisienne. N'importe : il se trouve des commerçants ou d'impavides particuliers pour refuser leur quote-part, et même pour recevoir grossièrement les envoyés de l'Entr'Aide. L'odieux s'ajoute ici au ridicule.

De façon plus abominable encore, des lettres ont été adressées, par d'ingénieuses canailles, à certaines femmes de prisonniers, pour leur signaler qu'on avait trouvé excellent le contenu du colis envoyé en Allemagne, et on s'efforce de faire croire à ces malheureuses que ce sont des Allemands qui écrivent. Cette exploitation cynique des sentiments les plus respectables doit soulever l'indignation des honnêtes gens, et les ramener, s'il y a lieu, à un minimum de sang-froid et de bon sens.

Mais, bien entendu, les attaques contre la politique de collaboration, et ceux qui s'en

sont fait les promoteurs, sont d'une autre perfidie et d'une autre violence. Pierre Laval est certainement l'homme de France le plus calomnié, avec le plus de continuité et d'acharnement. On a fini par connaître, en gros, les péripéties singulières de la fameuse journée du 13 décembre. Une émotion considérable a secoué le pays, et la propagande anglophile a aussitôt proposé à la curiosité inquiète de l'opinion, quelques fables bien troussées.

Si Pierre Laval a été éliminé du gouvernement, s'il a cessé provisoirement d'être « dauphin », s'il a connu les rigueurs du « secret », c'est qu'on avait les preuves de sa grande trahison. En quoi consistait-elle ? Ici les explications varient, mais on sait qu'il vendait la France par petits morceaux, qu'il bazarrait la flotte, qu'il offrait à vil prix l'aviation, qu'il donnait à bail nos possessions africaines, qu'il autorisait le passage des troupes allemandes en zone non occupée, qu'il s'appropriait à déclarer la guerre à l'Angleterre, etc., etc...

Et l'on n'est jamais à court de bonnes histoires, d'où ressort avec une éclatante évidence la malhonnêteté foncière, incoercible et insatiable de cet étrange négociateur. Toutes ces inventions sont parfaitement bouffonnes et ne témoignent pas d'une très bonne conscience chez leurs propagateurs. Car enfin, c'est plutôt de leur côté qu'on a songé à couper la France de son Empire, et à livrer ce qui nous reste de flotte aux « vainqueurs » de Mers-el-Kébir. Et cette fois, ce ne sont pas seulement des anglophiles moyens que nous trouvons attachés à cette besogne immonde, mais des personnages officiels, les cadres de la célèbre « légion française », des attachés de cabinet, des délégués de tel ou tel secrétariat d'Etat.

Il est d'ailleurs plein d'intérêt que les efforts de ces messieurs s'ajoutent à ceux des anglophiles avoués. C'est l'équivalent d'un aveu, c'est le constat public d'une collusion. De même il est presque comique que l'on ait accusé Pierre Laval d'avoir tendu à Paris un traquenard au Maréchal et d'y avoir fomenté un complot, au moment précis où l'on plaçait à Vichy les chausse-trapes et bouclait le cycle des conjurations.

Patience, tout sera un jour conté, et tous documents utiles seront publiés. On verra qui préparait une Cour martiale complaisante pour faire légalement passer de vie à trépas ceux qui les gênaient dans leurs entreprises de trahison. On saura qui a osé dire : « Nous n'avons eu qu'un tort : c'est de ne pas

les avoir abattus. » En attendant, on voudra bien se souvenir de l'entrevue officielle qui a eu lieu le 17 décembre entre Pierre Laval et le Maréchal Pétain. Un mois a passé : le chef de l'Etat sait aujourd'hui quelle a été la machination, et comment on a surpris sa bonne foi. On attend les actes réparateurs.

Après quoi, il faudra procéder à une désinfection méthodique de l'atmosphère française, à une désintoxication des cervelles, et à une rééducation progressive de l'esprit public.

4 1731303

21

Aus "Aujourd'hui"
Nr. 133 vom 22. Januar 1941

Gegen Gerüchtemacher.

Wiedergabe des Berliner Dementis, demzufolge Deutschland von Frankreich noch nie die Auslieferung der Flotte zum Zwecke ihres Einsatzes gegen England verlangt hat.

UN DÉMENTI CATÉGORIQUE DE BERLIN

**L'Allemagne n'a pas exigé
DE LA FRANCE
la cession de sa marine**

CE FAUX BRUIT... VENAIT D'ANGLETERRE

Les milieux autorisés de Berlin démentent de la façon la plus catégorique la nouvelle publiée récemment par la presse britannique et reproduite par la presse américaine selon laquelle l'Allemagne aurait demandé à la France la cession de sa flotte de guerre. De son côté, la « Correspondance diplomatique et politique » écrit que ces bruits ont été propagés dans le but d'influencer l'Amérique et de faire croire à l'imminence d'un danger que courraient les Etats-Unis, devant une flotte allemande accrue de la flotte française.

748

DEUTSCHES REICH
WEHRWESEN
Abteilung
Referat Lektorat
Tgb.Nr. 205/41g.

12. Aug 1941

Paris, den 4. II. 1941.

Geheim

W. Pr.

8. FEB. 1941

Nr. 748/419

Sr. 117 1941.

41

Sicherheitsbericht vom 2. und 3. II 1941.

I. Presses:

a) Vertrauliche Information für die Steffeln:

3. II. 41 Die Lage wird durch das Eintreffen Admiral Darlans im besetzten Gebiet gekennzeichnet. Dieser Reise geht die Bitte um eine Unterredung mit Botschafter Abetz voraus.

Wie man hört, soll Pétain entschlossen sein, Laval in die Regierung zurückzubitten; aber die Vorgänge der letzten Wochen sind viel zu ernst, als dass ein blosser Wiedereintritt in das Kabinett ohne Garantien und Machtbefugnisse für Laval eine Lösung darstellen könnte. Es wird also weiterhin der Standpunkt vertreten, dass sich Frankreich jetzt endgültig grundlegend entscheiden und Vichy die entsprechende Schlussfolgerung daraus ziehen muss. Die Presse kann weiterhin "Fraktur" reden.

4. II. 41 Die Unterredung Laval/Darlan hat von seiten des Admirals ein weitgehendes Entgegenkommen gezeitigt. Auf deutscher Seite sieht man aber das Problem noch nicht als gelöst an und hat deshalb auch kein Interesse daran, dass vorzeitig der Eindruck entsteht, als seien die Schwierigkeiten zwischen Paris und Vichy beseitigt.

b) Presseanweisungen:

1. Das Kommuniqué über die Unterredung Laval/Darlan ist in der Presse nicht zu kommentieren. Der Eindruck, dass schon jetzt von einer Entspannung gesprochen werden kann, entspricht nicht der Lage der Dinge, obwohl diese Bemerkung in einem offiziellen Kommentar der Délégation Générale (Botschafter de Brinon) Ausdruck fand und in den Nachrichtendienst übernommen wurde.
2. Die Rundfunkrede General Weygands (s. AFIP) ist als Bekenntnis zu Pétain und Ablehnung der von England ausgehenden Flüsterpropaganda hervorzuheben.
3. In der Polemik gegen Vichy ist Marschall Pétain als der Gefangene seiner Umgebung zu bezeichnen.

c) Zensuranweisungen:

1. Die "Chambre Economique Française" ist mit grosser Zurückhaltung zu behandeln. Hinter der Organisation dürften die gleichen Leute stehen, die vor Monaten in der Pariser Tageszeitung "Dernières Nouvelles" eine solche französische Handelskammer propagierten.
2. Der Pariser Sender und eine Pariser Abendzeitung haben Gerüchte über die angebliche Friedensbereitschaft Griechenlands gebracht. Diese Meldungen dürfen nicht übernommen werden.

Außenf. 042

TW
Z.d.B.

3. Eine Entscheidung von höherer Stelle über die Zulässigkeit der Werbung für die französische Waffenstillstandskarmee in der Presse des besetzten Gebietes steht noch aus. Deshalb sind bis auf weiteres Veröffentlichungen, die einer Werbung gleichkommen, gesperrt.
4. Es wird in Erinnerung gebracht, dass die Presse nicht vom "Reichskanzler", sondern nur vom "Führer" zu sprechen hat.

II. Rundfunk:

a) Politische Tätigkeit:

Radio Paris hat am 1. II. die Gründung des "Rassemblement National Populaire" verkündet. Der gesamte Verlauf der Kundgebung der Region syndicaliste parisienne am 2. II. wurde vom Rundfunk auf Platten geschnitten. Ausschnitte daraus wurden in dem "Zeitgeschehen" im Rahmen des Programmes gesendet. Die Originalaufnahmen der Kundgebung werden der AFIP zur Auswertung für die Presse des besetzten Gebietes zur Verfügung gestellt.

b) Neues Preisausschreiben:

Die Abt. Zeitgeschehen des Referates Rundfunk der Abtg. wird in einem neuen Preisausschreiben "Consultation Nationale Populaire - Des solutions françaises aux problèmes français" die Hörer auffordern, sich an der Sozialreform Frankreichs mit Vorschlägen zu beteiligen. Es ist beabsichtigt, u.U. die demnächst zu verwirklichende "Charte du Travail" als Vorschlag bei diesem Preisausschreiben einzureichen, sie dann zu prämiieren und in Frankreich durchzuführen. Dieser Plan wurde auch mit der Botschaft besprochen und von dieser begrüsst.

III. Aktivpropaganda:

Neues Flugblatt:

Trotz der augenblicklichen Plakat- und Flugblattpropagandapause hat das Referat Aktivpropaganda der Abtg. ein neues Flugblatt herausgebracht, das sofort zur Verteilung gebracht werden soll. Die innerpolitischen Ereignisse in Frankreich und vor allem in Paris haben es ratsam erscheinen lassen, die Propagandapause für dieses Flugblatt, das zu den neuesten Ereignissen Stellung nimmt, zu unterbrechen.

I. V.

Sonderführer (K) und stellv. Abteilungscommandeur.

Verteiler:

Ch. Vw. Stb.	1
Ch. Kdo. Stb.	1
Ic	1
Verb. Offz. MB zur Botsch.	1
OKW/WPF. IW	1
z. d. A. Abtg. Stb/Refr. L.	2

Niederschlag der von der Prop.Abtg.
gegebenen Anweisungen und Richtlinien in der franz.Presse

vom 29./31.Januar 1941

Inhaltsverzeichnis der in den Anlagen beigefügten Belege.

Die deutsch-französische Krise.....	Anl.1
	Anl.2
	Anl.3
	Anl.4
	Anl.5
	Anl.6
	Anl.7
Die Führer-Rede am 30.Januar 1941.....	Anl.8
	Anl.9
	Anl.10
Die Bedingungen für die Collaboration.....	Anl.11
Das deutsch-französische Verhältnis.....	Anl.12
Ein Interview de Brinon's.....	Anl.13
Französische Arbeiter in Deutschland.....	Anl.14
	Anl.15
Deutsch-französische Wirtschaftsverhandlungen.....	Anl.16
Die französische Presse von morgen.....	Anl.17
Die Papierfrage in Frankreich.....	Anl.18
Der französische Staatsrundfunk.....	Anl.19
Pressefeldzug gegen England.....	Anl.20
	Anl.21
	Anl.22
Gegen Gerüchtemacher.....	Anl.23
	Anl.24

748 / 419

Anlage zu WPr

aus "Les Nouveaux Temps"

Nr. 89 vom 30. I. 1941.

Die deutsch-französische Krise.

Jean Luchaire hat mit diesem Artikel den verschärften Pressefeldzug gegen Vichy eröffnet. "Die deutsch-franz. Zusammenarbeit ist mit Vichy unmöglich geworden!", lautet die Überschrift.

Die Öffentlichkeit muss noch eingehender darüber aufgeklärt werden, was sich am 13. 12. und seither in Vichy zugetragen hat. Seit dem 13. 12. 1940 hat Vichy einen Starrsinn gezeigt. Wenn die Franzosen morgen die Folgen der militärischen Niederlage stärker fühlen, wenn die Trennung Frankreichs in 2 Teile schärfer wird, wenn die Freilassung von Gefangenen nachlassen, wenn die Unversehrtheit des nationalen Bodens bedroht wird, wenn die franz. Wiederaufrichtung verzögert oder gelähmt wird, wenn die deutsch-franz. Zusammenarbeit nur noch ein schöner Traum ist, so muss man die Verantwortlichen für dieses Verbrechen am Vaterland kennen.

Luchaire erinnert daran, dass Laval von der Reichsregierung als "der einzige Garant der Politik der Zusammenarbeit" betrachtet wurde. Nachdem man ihn sogar verhaftet und er beinahe von Männern der Richtung Pétain und Alibert ermordet worden wäre, zog er sich von der Politik zurück. Von diesem Augenblick an war jeglicher Kontakt und jegliche Zusammenarbeit zwischen Vichy-Paris und Berlin unterbrochen. 6 Monate geduldiger Anstrengungen drohten umsonst gewesen zu sein.

Deshalb bemühten sich weitblickende Franzosen die unterbrochenen Fäden wieder anzuknüpfen, und vertraten die Auffassung, dass Pétain von seiner Umgebung getäuscht wurde. Sie wiesen auf Flandin hin, der seit Jahren als Anhänger der Collaboration bekannt sei.

Die Pariser Presse wurde nicht müde, auf die Zusammenhänge hinzuweisen und Vichy auf die drohenden Folgen aufmerksam zu machen. Es kam zu der Aussprache zwischen Pétain und Laval in La Ferté-Hauterive. Auf diese Aussöhnung folgten wiederum keine Taten. Was ist seither geschehen? Für die Öffentlichkeit nichts. Nur die Bildung eines Nationalrates der nichts anderes ist, als eine Art ungeheure politische Schurkerei zum Schaden der Allgemeinheit. Nichts als ein neuer Verfassungsakt, der Frankreich in die schönste Zeit des monarchischen Despotismus zurückversetzt und der das abscheuliche Regime der "Lettres de Cachets" wiederherstellt, gegen das das Volk von Paris am 14. 7. 1789 Sturm lief. Nichts als die erzwungene Demission des Herrn Alibert, eines Hauptschuldigen. Diese Ereignisse sind der Öffentlichkeit bekannt, nicht aber die neuen Intrigen in Vichy und die ungeschickten Erklärungen an die ausländische Presse, unverständliche Communiqués des Staatsrundfunks, es war unmöglich herauszuhören, wohin Vichy gehen wollte, und wer in Vichy tatsächlich befiehlt. Es herrschte eine völlige Unordnung und Heuchelei. Der Marschall hat diese nur in der Theorie geduldet, aber nicht in der Praxis, denn dieser ruhmreiche Soldat kann nicht für die tausend Einzelheiten verantwortlich gemacht werden, die er nicht kennt und nicht kontrollieren kann. Neben dem Marschall ist Herr Flandin, dessen wiederhergestellter Ruf neuerdings in Frage gestellt ist, die Eitelkeit scheint den Verstand Flandins belastet zu haben.

Luchaire greift Flandin stark an; Flandin hätte niemals annehmen sollen, dass Laval unter den obwaltenden Umständen an Lavals Stelle tritt. Er hätte auch sich weigern müssen, in einer Regierung zu bleiben, die sich als unfähig erwies, die Collaboration weiterzuführen. Flandin hat geglaubt, nach der Enthebung Lavals als einzige grosse politische Figur im Cabinet zu bleiben. Er hat sich getäuscht.

Heute spielt die Regierung von Vichy gegen das Vaterland. Mit Ausnahme von wenigen militärischen Elementen, die dem Sieger gegenüber loyal sind, ist Vichy für Deutschland kein Partner mehr.

Les Français doivent savoir la vérité sur la situation

LA COLLABORATION FRANCO-ALLEMANDE EST DEVENUE IMPOSSIBLE AVEC VICHY

Aujourd'hui, il faut que les Français sachent. Ils n'ignorent plus, grâce au récit fait par *Les Nouveaux Temps*, et reproduit par tous les journaux de la zone occupée, ce qui s'est passé à Vichy le vendredi 13 décembre.

Ils ne doivent pas ignorer davantage quelles ont été les conséquences de cette journée tragique pour la France, quelles peuvent être les conséquences de l'entêtement dont, depuis cette journée, le gouvernement de Vichy ne cesse de faire preuve.

Qu'y a-t-il du sort de notre pays.

Et si, demain, les Français devaient sentir plus lourdement les suites de la défaite militaire de juin, si la séparation de notre territoire en deux fractions devait s'accroître, si les libérations de prisonniers devaient se raréfier, si l'intégrité du sol national devait être menacée, si notre redressement devait être retardé ou paralysé, si en un mot, la collaboration franco-allemande dont l'entrevue historique de Montoire était le prélude devait momentanément n'être plus qu'un beau rêve, il faut que l'on sache quels sont les responsables de ce crime contre la Patrie.

Nous allons les désigner avec, on le devine, quelle colère et quelle peine profonde.

Au lendemain du 13 décembre, M. Pierre Laval, considéré par le gouvernement du Reich comme « le seul garant de la politique de collaboration », se trouvait éliminé du pouvoir par des procédés inqualifiables. Après avoir été « démissionné » en moins de dix minutes, après avoir été arrêté, après avoir failli être assassiné par les hommes de main de MM. Peyrouton et Alibert, il se retirait de la scène politique.

Dès cet instant, et d'une façon à peu près automatique, tous les contacts de collaboration entre Vichy, Paris et Berlin venaient à être interrompus. N'ayant plus devant eux l'homme qui, pour les raisons que nous avons longuement exposées le 20 janvier, avait su gagner leur respect et leur confiance, nos nouveaux « partenaires » estimaient que le climat psychologique indispensable au développement de l'œuvre de Montoire se trouvait balayé par la bourrasque vichyssoise. Six mois de tenaces et de patients efforts risquaient d'être anéantis.

C'est alors que des Français clairvoyants et qui refusaient de désespérer s'efforcèrent de renouer les fils fatalement cassés. D'une part, ils tentèrent de valoir aux représentants qualifiés du Reich que rien ne devait être considéré comme irrémédiable, que le maréchal Pétain avait pu être trompé, que le nouveau ministre des Affaires étrangères — M. Pierre-Etienne Flandin — s'était déclaré, depuis de longues années, partisan de la collaboration entre l'Allemagne et la France, qu'en informant exactement le gouvernement de Vichy sur les inévitables réactions qu'allait entraîner le coup d'Etat du 13 décembre, celui-ci

Un changement de gouvernement s'impose si la France ne veut pas que son présent et son avenir soient irrémédiablement compromis par les fautes criminelles d'hommes qu'égaré une ambition funeste.

Tout ayant été mis en œuvre par l'équipe gouvernementale actuelle pour empêcher le maréchal Pétain de donner suite à l'entrevue de La Ferté-Hauterive et à ses engagements

pourrait, en quelque sorte, être annulé. D'autre part, ces mêmes Français, après avoir obtenu une sorte de délai d'attente auprès de leurs interlocuteurs allemands, se tournèrent vers Vichy, et y prodiguèrent les conseils les plus sages et les avertissements les plus précis. Des messages furent envoyés. Des conversations téléphoniques furent échangées. Petit à petit, à travers mille difficultés, la vérité se fit jour, les positions s'éclairèrent, les réalités s'inscrivirent dans les esprits. Tout fut dit et expliqué au chef de l'Etat. Tout fut dit et expliqué à M. Pierre-Etienne Flandin. Aucun point substantiel ne demeura dans l'ombre. Les responsables de nos destinées nationales eurent, pour juger et pour décider, l'ample moisson d'informations indispensables. Si bien que le maréchal Pétain estima qu'il devait reprendre personnellement contact avec M. Pierre Laval, et dissiper les « malentendus » qui s'étaient élevés entre eux.

Ce fut l'entrevue de la Ferté-Hauterive.

Qu'écrivions-nous ici, à la suite de cet important événement, que tout portait à croire décisif? Ceci : « Reste à attendre maintenant les conséquences inévitables de la très heureuse explication survenue entre le maréchal Pétain et M. Pierre Laval... La dignité du chef de l'Etat, l'honneur même de la France exigent que les conjurés de Vichy soient écartés de la zone de pouvoir et d'influence où ils ont si fâcheusement intrigué... D'autre part, le maréchal Pétain estimera indispensable de rappeler auprès de lui l'homme d'Etat sans lequel, depuis cinq semaines, le développement de la politique de collaboration a été arrêté. On devine l'effet que les événements du 13 décembre ont pu produire à Berlin et y produiraient à titre définitif si les réparations nécessaires n'intervenaient pas dans un court délai. »

Rien, on voudra bien l'admettre, ne pouvait être plus clair, plus évident.

Or, dès le 21 janvier, nous étions amenés, ici, à dénoncer une folle et misérable manœuvre des auteurs du coup d'Etat du 13 décembre, manœuvre tendant à dévaluer l'entrevue de la Ferté-Hauterive et à en rendre impossible la conclusion logique. Avec une vigueur, une rudesse inhabituelles à notre journal, nous indiquions : « On tente de faire croire, hors de France, que le Maréchal va être infidèle à la suite normale des engagements solennels qu'il a pris en décem-

bre et qui, après son entrevue avec M. Pierre Laval, doivent être traduits en actes positifs. C'est là une tentative abominable, aussi criminelle vis-à-vis du chef de l'Etat dont on assassine ainsi à petit feu l'honneur, le prestige et la personne, que vis-à-vis des intérêts les plus sacrés du pays... Au point où en sont les choses, et compte tenu de ce qui se passe encore à Vichy, ce n'est plus seulement le balayage à peu près complet de l'équipe gouvernementale actuelle qui s'impose. C'est son jugement. »

Puis, ce dernier avertissement une fois donné, nous avons attendu, nous refusant, par de vaines polémiques, à compliquer la situation et à en gêner le dénouement.

Or, qu'est-il advenu depuis? Au cours des sept jours qui viennent de s'écouler, quels faits ont-ils été enregistrés?

Dans l'ordre des réalités connues du public, rien. Rien que la formation d'un Conseil national qui n'est pas autre chose, nous l'avons démontré, qu'une sorte de vaste escroquerie politique commise au détriment de l'opinion nationale. Rien qu'un nouvel acte constitutionnel qui ramène la France aux plus beaux jours du despotisme monarchique et qui restaure l'abominable régime de la « lettre de cachet » contre laquelle le peuple de Paris conquit la Bastille le 14 juillet 1789. Rien que la démission forcée de M. Alibert, garde des Sceaux, grand coupable, certes, mais auquel M. Peyrouton et ses complices voudraient faire porter l'écrasante responsabilité d'erreurs commises en commun.

Mais dans l'ordre des réalités encore inconnues, du moins du public de la zone occupée, que de choses lamentables! Quel foisonnement d'intrigues nouvelles, de déclarations perfides et maladroites à la presse étrangère, de propos ministériels désastreux tenus volontairement à mille personnes, de communiqués comminatoires passés par la Radio nationale, d'articles injurieux prodigués dans la

antérieurs, afin d'effacer les conséquences tragiques du coup d'Etat du vendredi 13 décembre, la confiance nécessaire vient aujourd'hui à manquer entre les gouvernements de Berlin et de Vichy. L'œuvre amorcée à Montoire par le chancelier Hitler et par le maréchal Pétain risque de n'être plus poursuivie. La France ne peut l'ignorer et doit connaître les responsables de cette redoutable éventualité.

presse de la zone non occupée à l'égard de la presse parisienne... Que de mensonges répandus à droite et à gauche... Et que de lâchetés aussi : lorsqu'on voulait tenter d'identifier les responsables de tel ou tel texte malencontreux, de telle ou telle déclaration inopportune, on se heurtait à des dénégations craintives : « Ce n'est pas moi, c'est mon voisin ». A quoi le voisin répondait aussitôt la même chose. On aurait dit une bande d'écoliers répondant au professeur : « J'ai rien fait, moi, M'sieu ». Impossible de savoir d'où venaient exactement les communiqués passés par la Radio d'Etat; impossible de savoir qui avait pris l'initiative des affirmations produites devant nos confrères, français et étrangers, séjournant à Vichy. Impossible de savoir où Vichy voulait en venir, ce que Vichy voulait faire, ni même qui, réellement, commandait à Vichy. Impossible même d'avoir confiance dans les documents les plus essentiels : on est allé jusqu'à exhiber des soi-disant procès-verbaux de l'entrevue de la Ferté-Hauterive avec l'affirmation que M. Pierre Laval avait contresigné ces procès-verbaux... alors que l'ancien président du Conseil ne faisait que protester contre l'infidélité — pour ne pas dire plus — de certaines interprétations... En un mot, le désordre le plus complet, la déchéance intellectuelle la plus lamentable — le tout, disons-le nettement — donnant l'impression d'une hypocrisie sciemment organisée ou, à tout le moins, apportant la certitude d'une hypocrisie volontairement tolérée.

Volontairement tolérée par qui?

Par le vénérable soldat qui persiste à vouloir assumer, avec tous les pouvoirs, toutes les charges et toutes les responsabilités? En théorie, sans doute. Mais dans la pratique, comment ne pas deviner que le glorieux chef de Verdun ne saurait, sans preuves absolues à l'appui, être considéré comme responsable de mille détails qu'il lui est matériellement impossible de contrôler, ni même de connaître? Alors?

Alors, il faut, avec une netteté qui n'exclut pas le chagrin, constater qu'à côté du Maréchal, se trouve un homme qui a pris en charge la politique extérieure du pays, un homme qui doit savoir ce qu'il dit, ce qu'il fait, ce qu'il laisse dire et ce qu'il laisse faire — un homme dont la réputation était pourtant solidement établie, un homme dont le nom a figuré au bas du premier leader des Nouveaux

Temps qui n'ont jamais cessé d'en faire l'éloge — un homme aussi dont on doit se demander aujourd'hui, selon la célèbre formule de Bismarck, si la vanité n'a pas hypothéqué l'intelligence. Cet homme, c'est M. Pierre-Etienne Flandin.

M. Pierre-Etienne Flandin, qui n'aurait jamais dû accepter de remplacer M. Pierre Laval après les circonstances qui avaient accompagné le départ de celui-ci.

M. Pierre-Etienne Flandin, qui aurait dû, ayant été dûment éclairé, refuser de demeurer dans un gouvernement lequel, sans la présence de M. Pierre Laval, se trouvait dans l'incapacité absolue de poursuivre l'œuvre de collaboration franco-allemande.

M. Pierre-Etienne Flandin, qui n'aurait pas dû oublier que si, dans son passé politique, figurent la fameuse affiche de la veille de Munich et le fameux télégramme au chancelier Hitler, cette affiche et ce télégramme ont été rédigés à une époque où l'Angleterre ne voulait pas encore de guerre — ce qu'il ne pouvait ignorer, étant lui-même président du groupe parlementaire France-Grande-Bretagne.

M. Pierre-Etienne Flandin, qui pouvait demeurer — et il le savait — le ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement vichyssois où M. Pierre Laval aurait repris sa place, mais qui a cru pouvoir y demeurer le seul grand personnage politique — en quoi il s'est trompé.

Aujourd'hui, à l'heure cruciale où les destinées de la France se jouent sur le plan national comme sur le plan international — et ce, pour de longues, très longues années — le gouvernement de Vichy joue contre la patrie.

Aujourd'hui, tel qu'il est constitué — exception faite de ceux des éléments militaires qui n'ont cessé de faire preuve de loyauté vis-à-vis de leurs vainqueurs — le gouvernement de Vichy tout entier ne constitue plus, pour l'Allemagne, un partenaire possible.

Aujourd'hui, si ce gouvernement ne fait pas presque entièrement place à une équipe où des hommes nouveaux se mélangeront à ceux qu'un complot détestable a éliminés provisoirement du pouvoir, IL N'Y A PLUS DE COLLABORATION FRANCO-ALLEMANDE. Et sans cette collaboration, dans le présent comme dans l'avenir, la France perd, quoi qu'il puisse arriver, ses plus belles chances de redressement et d'expansion.

Voilà la vérité.

Nous la disons avec un mélange de fureur et de désespoir que nous ne voulons nullement cacher.

Mais nous la disons pour préciser les responsabilités.

Et aussi pour qu'elle provoque, à travers toute la France, les réactions salutaires qui peuvent éviter à notre malheureux pays de perdre une paix par laquelle peuvent encore être réparées les conséquences de la défaite.

Jean LUCHAIRE.

Fortsetzung von Anlage 1

(Jean Luchaire "Les Nouveaux Temps")

19

.... Wenn die gegenwärtige Regierung in Vichy nicht durch eine fast gänzlich neue ersetzt wird, in der neue Männer mit denen zusammenkommen, die vorläufig ausgeschlossen wurden, gibt es keine deutsch-franz. Zusammenarbeit mehr. Ohne die Collaboration verliert Frankreich in Gegenwart und Zukunft die Besten Chancen für seine Wiederaufrichtung. Das ist die Wahrheit, die wir in einer Mischung von Wut und Verzweiflung die wir nicht verbergen wollen, aussprechen.
(vgl. die folg. Anlagen).

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 23.337 vom 30.I.1941.

2

Zur deutsch-franz. Krise:

"Le Petit Parisien" schreibt: Seit dem Waffenstillstand hat Frankreich keine dramatischeren und entscheidenderen Tage erlebt. Frankreich muss heute wählen zwischen der Zusammenarbeit mit dem Sieger oder einer völligen Beherrschung, einem Ruin, d.h. einem ruhmlosen Ende, dem es dann entgegengeht.

Das Blatt zitiert die Worte, die Pétain nach der Begegnung mit dem Führer verkündet hat.

Die nächsten Tage müssen erweisen, ob sich die ungeheure Hoffnung eines ganzen Volkes bestätigt oder ob gegen alle Vernunft und trotz der schmerzlichen Lage des Landes 40 Millionen Franzosen verlassen und in ein Abenteuer gestürzt werden.

Einige Minister bilden ein Hindernis für die Collaboration. Das Blatt stellt sich hinter den Aufruf Pétains, ihm zu folgen.

Wiedergabe einiger Abschnitte aus dem Luchaire-Artikel (vgl. Anl. 1) und aus "Paris-Soir", vor allem Wiedergabe des Aufsatzes aus der "Agence Nouvelles Continentales de Paris".

(Dieser von der Botschaft inspirierte Artikel erschien fast in allen Pariser Tageszeitungen).

Ihr Inhalt: Das neue Gesetz über die Verantwortlichkeit der Minister ist ein Denkmal der Willkür. Man hat es bereits das "Gesetz Châteldon" genannt, nach dem Ort an dem Laval am 13.12. willkürlich festgehalten wurde. In Berner politischen Kreisen nimmt man es nicht ernst.

Vichy vergisst, dass die autoritären Regierungen in Deutschland und Italien durch den Willen der Volksmassen entstanden sind, und dass sich beide Regierungen auf die einstimmige Zustimmung der Völker stützen. Die Vichy-Regierung hingegen ist aus der Niederlage entstanden. Sie stützt sich auf keine Volksbewegung und musste nie um die Macht kämpfen. Sie spricht von einer nationalen Revolution, die in Frankreich garnicht stattgefunden hat. Letztere Tatsache ist vielleicht bedauerlich, denn eine wahrhafte Revolution hätte diejenigen weggefegt, die jetzt beanspruchen, Frankreich zu regieren.

In Bern erklärt man, dass Pétain in der Tat der Gefangene einer Clique ist und in Vichy erkennen Klarblickende, dass der Tag kommen wird, an dem der Marschall von seiner verhängnisvollen Umgebung befreit werden muss. Sie erkennen gleichzeitig, dass Flandrin eine doppeltes Spiel gespielt hat und in diplomatischen Kreisen als vül-iskreditiert bes angesehen wird. Das Lob, das ihm die Presse in unbesetzten Gebiet zollt, ändert nichts daran. Auf jeden Fall lässt man durchblicken, dass Flandrin als nichtqualifiziert erscheint, um die Zusammenarbeit mit Deutschland zu verwirklichen.

APRÈS SEPT MOIS D'ARMISTICE

La France connaît à nouveau des heures difficiles

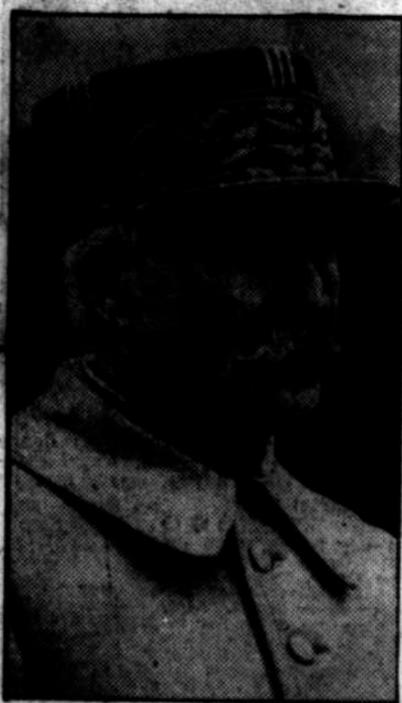
La route de Montoire ouverte aux Français par le maréchal Pétain ne doit pas être coupée

NOTRE patrie vit actuellement des heures lourdes ; depuis l'armistice, elle n'en a pas connu de plus dramatiques ni de plus décisives. De même que le 21 juin 1940 elle se trouvait placée devant le dilemme inévitable de la défaite ou de la continuation d'une lutte sans espoir, de même la France doit choisir aujourd'hui entre deux politiques. La première, c'est la collaboration avec le vainqueur : c'est celle qui a été définie par le

d'hui dans la voie de la collaboration...
> Ainsi, dans un avenir prochain, pourraient être allégés le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort des prisonniers, atténuée la charge des frais d'occupation. Ainsi pourraient être assouplie la ligne de démarcation et facilités l'administration et le ravitaillement du territoire.
Telle est, résumée pour des Français par le plus glorieux de tous les Français, la première des deux politiques sur lesquelles un choix doit être fait.

La seconde, il est facile de la deviner et, en prenant le contre-pied des affirmations du Maréchal, d'imaginer quelles en pourraient être les conséquences : une France asservie, dominée, réduite en esclavage ; une France où la liberté ne serait plus qu'un vain mot ; une France ruinée, exsangue, agonisante, secouée par des spasmes révolutionnaires qui ne seraient que les préludes d'une mort sans gloire.

Suite page 3, col. 3



(Photo archives.)

maréchal Pétain au lendemain de l'entrevue de Montoire. Répétons encore une fois les émouvantes paroles de notre chef :
— C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que jentre aujourd'hui

APRÈS SEPT MOIS D'ARMISTICE

LA FRANCE

connaît à nouveau des heures difficiles

Suite de la première page

Entre ces deux politiques, les responsables des destinées françaises doivent aujourd'hui choisir. Il importe donc de savoir si de leur décision se confirmera l'espérance immense de tout un peuple ou si, malgré la logique, malgré le bon sens, malgré la douloureuse situation du pays, quarante millions de Français seront abandonnés et lancés à l'aventure.

Il apparaît malheureusement que, dans les circonstances actuelles, un certain nombre de

ministres sont dépassés par les événements et que leur présence constitue un obstacle à la collaboration franco-allemande.

Il s'agit de la France ; les questions de personnes ne peuvent plus se poser.

« Suivez-moi. Gardez votre confiance en la France éternelle », s'écriait le maréchal Pétain au lendemain de l'entrevue de Montoire.

Monsieur le Maréchal, vous avez choisi la collaboration ; votre choix demeure le nôtre.

REVUE DE LA PRESSE

Les Nouveaux Temps (Jean Luchaire) :

Aujourd'hui, à l'heure cruciale où les destinées de la France se jouent sur le plan national comme sur le plan international — et ce pour de longues, très longues années, — le gouvernement de Vichy joue contre la patrie.

Aujourd'hui, tel qu'il est constitué — exception faite de ceux des éléments militaires qui n'ont cessé de faire preuve de loyauté vis-à-vis de leurs vainqueurs, — le gouvernement de Vichy tout entier ne constitue plus pour l'Allemagne un partenaire possible.

Aujourd'hui, si ce gouvernement ne fait pas presque entièrement place à une équipe où des hommes nouveaux se mélangeront à ceux qu'un complot détestable a éliminés provisoirement du pouvoir, il n'y a plus de collaboration franco-allemande. Et sans cette collaboration dans le présent comme dans l'avenir la France perd, quoi qu'il puisse arriver, ses plus belles chances de redressement et d'expansion.

Paris-soir :

Les multiples changements intervenus dans la composition du gouvernement et les réformes politiques annoncées à grand fracas ne suffisent pas pour effacer l'impression de malaise. Et ce n'est pas la présence au ministère des Affaires étrangères de M. Pierre-Etienne Flandin qui pouvait calmer les appréhensions.

Aujourd'hui, l'heure est venue de prendre une décision. Il semble bien que la confiance ait cessé d'exister entre le gouvernement de Berlin et celui de Vichy. La politique inaugurée à Montoire, et qu'on a vainement essayé de rétablir à la Ferté-Hauterive, est compromise. S'il n'y a plus de collaboration, que pouvons-nous faire sans elle, puisqu'elle constituait notre seule chance de redressement ?

Agence Nouvelles Continentales de Paris :

Les nouvelles de Vichy sont très inquiétantes. La nouvelle loi sur la responsabilité ministérielle publiée à Vichy est un monument d'inconscience et d'arbitraire. On lui a déjà donné un nom : la loi Châteaillon, d'après la localité dans laquelle M. Pierre Laval avait été arbitrairement interné après le 13 décembre. Dans les milieux diplomatiques de Berne on se refuse de la prendre au sérieux.

Le gouvernement de Vichy veut

prendre l'allure d'un gouvernement autoritaire. Il oublie que les gouvernements d'Allemagne et d'Italie sont arrivés au pouvoir portés par la volonté irrésistible des masses populaires, que leur pouvoir a été consacré par de nombreux votes et qu'ils s'appuient sur le consentement pour ainsi dire unanime de la nation.

Le gouvernement de Vichy, par contre, est issu de la défaite. Il ne s'appuie sur aucun mouvement populaire, il n'a jamais dû lutter pour prendre le pouvoir, il parle de révolution nationale, et l'on constate qu'une pareille révolution n'a pas eu lieu en France. Ce fait est peut-être regrettable, car une véritable révolution aurait balayé les personnages qui actuellement prétendent gouverner la France.

Le maréchal Pétain est, déclare-t-on à Berne, virtuellement le prisonnier d'une clique, et les milieux clairvoyants de Vichy se rendent compte que fatalement le jour arrivera où il sera nécessaire de délivrer le Maréchal de son entourage néfaste.

Les nouvelles de Vichy soulignent également que M. Pierre-Etienne Flandin a joué un double jeu pendant ces derniers temps et qu'il est considéré dans les milieux diplomatiques comme complètement discrédité. Les louanges que la presse à ses gages chante en zone non occupée en son honneur ne changent rien à sa situation personnelle qui doit être considérée comme extrêmement critique. En tout cas, on laisse entrevoir que M. Flandin n'apparaît pas qualifié pour faire une politique de collaboration avec l'Allemagne.

4 17 3 11

3

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.233 vom 30.I.1941.

Die deutsch-franz. Krise:

Dieses Blatt nimmt in einem Leitartikel von Marcel Déat (vgl. Anl. 4) und in einem mit den Schlagzeilen "Die Reinigung muss total sein, das Geschwür muss bis auf die Knochen ausgedrückt werden" überschriebenen Artikel zur "Regierungskrise" Stellung.

Die Krankheit, von der Frankreich befallen ist, kann man als eine tödliche bezeichnen. Es fragt sich nur, ob sie für die Verschwörer in Vichy tödlich ist, oder ob ihr Frankreich zum Opfer fällt. Nach La Ferté-Hauterive hat in Vichy das alte Manöver von neuem begonnen. Man erklärte den ausländischen Journalisten, dass die Regierung niemals an die eine Rückkehr Laval annehmen würde, und dass trotz der Versöhnung zwischen Pétain und Laval, man verbreitete auch das Gerücht, dass Vichy gewonnen hätte und dass Paris nicht mehr zählen würde. Indessen vermehrten sich die Verbindungen mit England.

Die seit dem 13.12. begangenen Fehler sind mindestens ebenso schwerwiegend, wie die von Daladier und Renaud. Letztere haben den Krieg verloren, und Ersterer drohen den Frieden zu verlieren. Man müsse sich nur fragen, ob sie am Ende auch die Flucht ergreifen. Es gibt keinen Kompromiss mehr, es müssen endlich ganze Massnahmen ergriffen werden.

Im Anschluss erscheint die Meldung von der Besprechung Abz-de Brinon, in allen die in allen Zeitungen erschien.

Il faut que le nettoyage soit total Il faut que l'abcès soit vidé jusqu'à l'os

DONC les complots de Vichy sont de ceux que rien ne peut faire cesser, ni la crainte d'engager dans une impasse la politique gouvernementale, ni une velléité heureuse, comme l'entrevue de La Ferté entre le Maréchal Pétain et Pierre Laval. La maladie est si profonde, si invétérée, qu'elle suit son cours, qu'elle développe son emprise et ravage l'organisme. On peut commencer à la juger mortelle. Il s'agit seulement de savoir pour qui, et si les conjurés en crèveront, ou si la France, à son tour, risque d'en être la victime.

Au soir de La Ferté, la manœuvre a recommencé, à travers des communiqués ahurissants. Rien ne s'était passé, rien n'était changé ! On faisait dire aux journalistes étrangers que jamais la rentrée de Pierre Laval ne serait acceptée dans les conseils du gouvernement, sinon sous la pression des Allemands : opération particulièrement odieuse, puisque le Maréchal, spontanément, avait fait le geste de la réconciliation, puisqu'il avait reconnu innocent le plus calomnié des ministres.

Mais l'abominable entourage du Chef de l'Etat, pour couper court aux intentions mêmes qu'il prêtait au Maréchal Pétain, déconsidérerait d'avance les idées et les hommes. Jour après jour l'opération se développait : on exhibait à des parlementaires de passage, à des visiteurs importants, un soi-disant procès-verbal de l'entrevue de La Ferté-Hauterive, que l'on prétendait signé du Maréchal et de son interlocuteur, ce qui était faux, et qui déformait les propos, quand il ne passait pas sous silence l'essentiel.

Entre temps on répandait les bruits les plus tendancieux : Vichy avait partie gagnée, Paris ne comptait plus.

Qui a poussé dans ce sens ? Qui a joué avec tant de cynisme le jeu le plus éhonté ? Qui a osé cette effroyable partie de poker, dont la patrie va peut-être faire les frais ? C'est ce que nous saurons bientôt. Répétons que les fautes commises depuis le 13 décembre sont au moins aussi graves que celles de Daladier ou de Paul Reynaud. Car ils ont jeté le pays au massacre et ils ont perdu la guerre, mais cette fois la clique de Vichy, en proie à la démence et à la frénésie, gangrenée jusqu'aux moelles par la trahison, a sciemment saboté la seule entreprise de salut qui était la collaboration.

Nous n'avons pas d'autre chance, et nous n'avons encore que cette chance. Mais ces Messieurs n'en veulent pas : ils savent qu'ils y perdront tout, à commencer par leur pouvoir, ils savent que leur entreprise d'effroyable réaction est du même coup condamnée, ils savent que la vraie révolution nationale, dont ils ont horreur, est au bout de cette coopération franco-allemande, qui ouvre les chemins de l'Europe, et conduit à la vraie paix.

Le souci du pouvoir personnel, des revanches individuelles, la passion conservatrice, le fanatisme partisan, ont aveuglé ces malheureux. Iron-t-ils jusqu'au bout dans leur folie ? Les verrons-nous reprendre le projet de fuite et de dissidence ? Jusqu'où ira leur capacité de persuasion ? Nous espérons encore que tout va être stoppé, que le putsch sera étouffé avant d'avoir pu éclater. Nous voulons croire qu'un minimum de sagesse et de bon sens survivra chez les plus lucides et les plus responsables.

Mais, de toute manière, il ne peut plus être question de compromis, ni de demi-mesures : comme nous l'avons cent fois répété depuis deux mois, il faut que le net-

conseils du gouvernement, sinon sous la pression des Allemands : opération particulièrement odieuse, puisque le Maréchal, spontanément, avait fait le geste de la réconciliation, puisqu'il avait reconnu innocent le plus calomnié des ministres.

Mais l'abominable entourage du Chef de l'Etat, pour couper court aux intentions mêmes qu'il prêtait au Maréchal Pétain, déconsidérait d'avance les idées et les hommes. Jour après jour l'opération se développait : on exhibait à des parlementaires de passage, à des visiteurs importants, un soi-disant procès-verbal de l'entrevue de La Ferté-Hauterive, que l'on prétendait signé du Maréchal et de son interlocuteur, ce qui était faux, et qui déformait les propos, quand il ne passait pas sous silence l'essentiel.

Entre temps on répandait les bruits les plus tendancieux : Vichy avait partie gagnée, Paris ne comptait plus, le gouvernement restait en place sans remaniement. Pourtant on lâchait Allibert, et on s'appretait sans doute à en abandonner quelques autres. Avec l'arrière-pensée de sauver l'essentiel, c'est-à-dire les leviers de commande, et de prolonger la comédie d'une collaboration qui n'en serait pas une, tandis que les liaisons se multiplieraient avec l'Angleterre.

Condamnés, ils savent que la vraie révolution nationale, dont ils ont horreur, est au bout de cette coopération franco-allemande, qui ouvre les chemins de l'Europe, et conduit à la vraie paix.

Le souci du pouvoir personnel, des revanches individuelles, la passion conservatrice, le fanatisme partisan, ont aveuglé ces malheureux. Ironont-ils jusqu'au bout dans leur folie ? Les verrons-nous reprendre le projet de fuite et de dissidence ? Jusqu'où ira leur capacité de persuasion ? Nous espérons encore que tout va être stoppé, que le putsch sera étouffé avant d'avoir pu éclater. Nous voulons croire qu'un minimum de sagesse et de bon sens survivra chez les plus lucides et les plus responsables.

Mais, de toute manière, il ne peut plus être question de compromis, ni de demi-mesures : comme nous l'avons cent fois répété depuis deux mois, il faut que le nettoyage soit total, que l'abcès soit vidé jusqu'à l'os. Il faut que la France, qui veut vivre, ait demain un gouvernement conforme à son intérêt et à son vœu profond. Et si personne à Vichy n'est plus capable de comprendre et de décider, rappelons qu'il existe une Assemblée nationale, et qu'elle peut se réunir au premier appel, avec le pouvoir souverain d'instituer et de destituer.

L'Ambassadeur Abetz à son retour d'Allemagne a conféré hier avec M. de Brinon

L'ambassadeur du Reich à Paris, M. Otto Abetz, est rentré l'autre nuit d'Allemagne et il a eu, dès hier, en fin de matinée, un important entretien avec M. de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés.

L'impression très nette que nous avons recueillie dans les milieux autorisés est que la crise follement ouverte le 13 décembre, et qui n'a pas été seulement une crise intérieure française, mais une crise dans la politique de la collaboration franco-allemande solennellement inaugurée à Montoire, approche de son dénouement.

La confiance n'existe plus entre le gouvernement allemand et celui

de Vichy. Là est le drame que nous avons, jour après jour, clamé dans ce journal.

La « collaboration », dans la situation actuelle, était notre seule chance de redressement.

Vichy, qui joue la France au poker, a encore la possibilité de réfléchir et de prendre les décisions nécessaires.

Souhaitons, pour l'avenir de notre pays, qu'il ne tarde plus. On saura, en tout cas, où seront les responsabilités.

**Plus la vérité sera dure,
plus nous taperons
pour qu'elle pénètre**

Poste leurs missives vers le 3 ou 4
et de L'ach. sur...

Die deutsch-franz. Krise

Marcel Déat zeigt den Franzosen die Notwendigkeit zu wählen auf.

Frankreich hätte auch am 25.6.40 keinen Waffenstillstand erhalten können. Dann hätten die Feindseligkeiten mit der Gefangennahme sämtlicher franz. Streitkräfte geendigt. Frankreich hätte auch ganz besetzt werden können und verwaltet von einer deutschen Militärverwaltung, ohne Staat und Regierung, wie Belgien und Holland. Auf diese Weise wäre Frankreich von der Notwendigkeit befreit worden, sich zu entscheiden.

Es gibt in England und Amerika "kluge und geschickte" Leute, die den Krieg für noch nicht gewonnen halten. Sie kalkulieren und warten auf die Gelegenheit eines Kompromisses. Frankreich würde dann die Kosten dieses Kompromisses bezahlen müssen. Es würde in diesem Fall von deutscher Seite keinerlei Achtung besitzen und von englischer Seite keinerlei Mitleid erfahren. Das franz. Kolonialreich würde zerstückelt werden und was wäre das Schicksal des Mutterlandes? Diesmal hätte Frankreich noch mehr als den Krieg verloren, wenn nicht den Frieden.

Während man in Vichy von Wunder träumt, intrigiert und spielt, ballen sich die Kräfte zu Lande, zur See und in der Luft zusammen.

Wo steht Frankreich und was tut es ?

Nécessité de choisir

par MARCEL DÉAT

NOUS aurions pu, vers le 25 juin, ne pas obtenir d'armistice, et les hostilités auraient tout de même pris fin, par la capture de tous nos effectifs, cueillis le long de la mer, ou au « fermé de lapins » des Pyrénées. Nous aurions pu, le lendemain, être totalement occupés, et régis par la seule administration militaire allemande, sans Etat ni gouvernement. Tout comme la Hollande et la Belgique. Les problèmes politiques eussent été moins délicats, et les cervelles auraient été moins bouillonnantes, les complots moins ardents, les compétitions moins vives. Et la France aurait été délivrée de la nécessité de choisir.

Cette urgence de déterminer une politique non ambiguë est la rançon de notre survivance, la compensation de notre liberté. La preuve aussi que nous comptons encore. Et le devoir est assez évident : il nous faut compter davantage, compter le plus possible. Je ne mets pas en doute le patriotisme de quelques attentistes, je dis seulement qu'ils s'égarent, et vont au pire. Et je veux leur mettre sous les yeux d'autres risques, auxquels ils ne pensent pas toujours.

Il doit bien y avoir des attentistes en Angleterre, et même aux Etats-Unis. L'entente des prudents et des habiles, qui ne croient pas non plus l'aventure finie, ni la guerre gagnée. Aux U. S. A. ils peuvent encore protester, déposer devant les commissions, mener des campagnes de presse et tenir des meetings. En Angleterre, ils sont muselés, menacés par d'autres Mandels, mais ils travaillent en sourdine, ils ont leurs liaisons, et ils entendent courir leur chance. Qui est de saisir le pouvoir, par un renversement opportun, et voulu par le peuple, lorsque visiblement tout roulera sur la pente du désastre.

Eux aussi calculent, et combinent, et supputent l'avenir, et attendent l'opportune occasion offerte par le destin. Ils ont des alliés, probablement, jusque dans l'ombre de M. Churchill, ou à l'abri des symboliques marches du trône. Il y a même, quelque part, un roi de rechange, qui pourrait bien procéder, le moment venu, à une relève fraternelle. Il se peut que jamais plus l'Allemagne ne renouvelle ses offres de paix. Il se peut que jamais plus l'heure ne sonne du compromis. Mais si elle venait, qui en ferait les frais ?

Je réponds : la France.

(Voir la suite en 2^e page.)

Nécessité de choisir

par MARCEL DÉAT

(Suite de la première page.)

Et d'autant plus sûrement qu'elle aurait rusé, atermoyé et combiné. D'autant plus chèrement, qu'elle aurait été sans netteté, sans volonté claire, sans courage apparent, sans fidélité visible à l'Europe. Aucune estime du côté allemand, aucune pitié du côté anglais. Et les précédents historiques sont là pour nous donner un avant-goût des procédés britanniques : notre malheureux Empire s'en irait par morceaux, et qu'advierait-il de la métropole ? Cette fois nous aurions en effet perdu un peu plus que la guerre, c'est-à-dire la paix.

Les successeurs de Churchill et de Eden auraient tôt fait de se muer en Européens corrects. Un procès criminel serait ouvert contre les coupables, comme à Riom, et sans doute avec autant de résultats. Mais les apparences seraient sauvées, et l'essentiel du Commonwealth. Nos attentistes auraient le loisir de se ronger les mains, en leur petit royaume, au sud de la Loire. Mais la France serait morte.

Pourquoi évoquer ces perspectives sinistres ? Parce qu'il est temps encore de les éviter. Parce que voici le printemps à l'horizon, et les jours qui croissent, et les périodes de calme sur la mer. Il n'est pas besoin de fréquenter les stratèges pour pronostiquer les futures batailles, dont d'ailleurs tout le monde parle comme d'une éventualité hautement probable et peut-être très proche. Et là aussi il y a quelques précédents.

Notre remarquable radio, notre rutilante presse de 1939-1940, ont redit à tous échos que nous serions fin prêts en 1942, et qu'en attendant nous étions inexpugnablement retranchés derrière la ligne Maginot. Cela voulait dire en clair, à l'adresse de l'armée allemande : « Dépêchez-vous de venir avant que nous n'ayons préparé nos forces, et de nous cueillir pendant que nous somnolons en toute quiétude ». Ainsi fut fait.

Les Anglais d'abord, les Américains ensuite, tiennent aujourd'hui un identique langage. C'est dans un an environ que l'aide industrielle des Etats-Unis commencera à avoir une certaine importance. C'est à ce moment sans doute que le parti de l'intervention active aura achevé la préparation psychologique. La conclusion est inscrite d'avance au livre de l'Histoire.

Il y a urgence pour la France à comprendre et à se décider. Elle a un peu de temps devant elle, pas beaucoup. Pendant quelques semaines, ou quelques mois, son choix peut avoir une importance, un intérêt, comporter des suites heureuses. Il lui est encore loisible de se faire adopter et accueillir par l'Europe, de manière à être, au jour du grand règlement, de la grande reconstruction, non pas une suppliante et une vaincue, mais la participante d'une grande œuvre. Si elle laisse passer l'heure, tout se dénouera pourtant, dans le tonnerre des armes, et elle vivra dans la stupeur, en attendant qu'on daigne s'occu-

per d'elle, pour lui dicter une sentence sans appel.

J'écris cela sans joie, mais avec une entière certitude. Et je mesure avec effroi l'épaisseur de sottise qui sépare certains hommes de ces tragiques vérités. J'aperçois trop bien quelle fantasmagorie les enveloppe, de quelles illusions on les invite à se repaître. Ils rêvent, ils espèrent le miracle, ou bien ils croient combiner, comme s'ils étaient les maîtres du terrible jeu. Et pendant ce temps, les forces s'assemblent, sur terre, dans le ciel, sur les mers et jusqu'au fond des eaux. En cette immense veillée des armes, que les génies additionnés de Shakespeare et de Wagner pourraient seuls exprimer dans son essence tragique, on joue à Vichy une sorte d'opérette weimarienne, que ne rachète la présence d'aucun Goethe. Les chefs vérifient la pointe de leur épée avant l'assaut, et nos malins jouent à la belote.

De grâce, Messieurs, il s'agit d'autre chose. On demande ce qu'est la France, et ce qu'elle fait.

4 17 3 8 11 6

5

"Paris-Soir" Dernière Edition
du 30. Janvier 1941

sur Deutsch-französische Krise.

"Paris-Soir" stellt fest, daß das Vertrauen zwischen Berlin und Vichy nicht mehr besteht. Die Politik von Montoire ist bloßgestellt. "Wenn es keine Zusammenarbeit mehr gibt, was können wir ohne sie, da sie die einzige Chance für die Wiederaufrichtung bildet.?"

MALGRÉ

l'entrevue

DE MONTOIRE

LA COLLABORATION

FRANCO-ALLEMANDE

est-elle compromise ?

L'ambassadeur du Reich à Paris, M. Otto Abetz, qui était en voyage à Berlin, est rentré cette nuit dans la capitale.

M. Abetz a eu en fin de matinée une très importante conversation avec M. de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement en zone occupée.

L'impression très nette que nous avons recueillie cet après-midi, à l'Hôtel Matignon, est que la situation très tendue entre les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy approche du dénouement. Il semble bien que la collaboration franco-allemande soit entrée dans une phase critique pour ne pas dire qu'elle soit arrivée à un point mort.

Et pourtant il y eut récemment l'entrevue de la Ferté-Hauterive entre le chef de l'Etat et M. Pierre Laval. A cette époque, on avait pu penser que l'action insensée, comprise à Vichy, le 13 décembre dernier, par des politiciens sans responsabilité pourrait être effacée. Malheureusement, les misérables manœuvres des auteurs du coup d'Etat contre M. Pierre Laval, - le seul garant de la politique de collaboration -, ne devaient pas cesser. Les nombreux communiqués passés par la radio d'Etat nous en donnaient chaque jour la preuve. Tout était mis en œuvre, une fois de plus, pour acheter la grande œuvre entreprise à Montoire, lors de l'entrevue historique entre le chancelier Hitler et le maréchal Pétain. Les multiples changements intervenus dans la composition du gouvernement et les réformes poli-

litiques annoncées à grand fracas ne suffisaient pas pour effacer l'impression de malaise. Et ce n'est pas la présence au ministère des Affaires étrangères de M. Pierre-Etienne Flandin qui pouvait calmer les appréhensions.

Aujourd'hui, l'heure est venue de prendre une décision. Il semble bien que la confiance ait cessé d'exister entre le gouvernement de Berlin et celui de Vichy. La politique instaurée à Montoire, et qu'on a vainement essayé de rétablir à la Ferté-Hauterive, est compromise. S'il n'y a plus de collaboration, que pouvons-nous faire sans elle, puisqu'elle constituait notre seule chance de redressement ?

6

Aus "Les Nouveaux Temps"
Nr. 90 vom 31. Januar 1941

Zur deutsch-französischen Krise.

Jean Luchaire beschäftigt sich in einem 2. Artikel mit dem Problem der Collaborations:

Was nun? Sei die Frage, die sich Millionen von Franzosen jetzt stellen. Man hat sich gefragt, ob die Reichsregierung nicht die Besetzung ganz Frankreichs beschließen werde, ob die Demarkationslinie nicht eine Art chinesische Mauer wird, ob die Besetzung nicht härter wird, ob die Verbindung zwischen Gefangenen und Angehörigen nicht schwächer wird, ob die deutsche Unterstützung in der Lebensmittelversorgung und Heizung nicht aufgehoben wird? Die Absichten der deutschen Regierung werden Vichy bald mitgeteilt. Im Augenblick ist nicht zu befürchten, daß die deutschen Behörden das französische Volk für die Unverantwortlichkeit der Männer in Vichy büßen lassen.

Heute könne man sagen, welche Vergünstigungen die Verständigungspolitik für Frankreich zur Folge gehabt hätte:

1. Eine Senkung der Besatzungskosten. Laval hatte erreicht, daß die Reichsregierung sich mit einer Senkung einverstanden erklärte.
2. Die Unterstellung der Nord-Departements unter die franz. Verwaltung.
3. Eine Auflockerung der Demarkationslinie. Laval hatte beinahe erreicht, daß die Reichsregierung einen freien Verkehr von Menschen und Waren von einer Zone in die andere einräumte.
4. Erleichterungen in der Kriegsgefangenenfrage. Die sofortige Freilassung von einigen hunderttausend Bauern zur Erntebestellung war vorgesehen worden, ebenso eine Freilassung von Arbeitern, die an Stelle derjenigen treten sollten, die in Deutschland arbeiten.

Hinzu kommen die vielen Vorteile einer wirtschaftlichen Zusammenarbeit, die nur bei einer guten politischen Atmosphäre fruchtbar sein kann.

Die Politik der Zusammenarbeit hätte darüber hinaus die Aussicht auf einen Frieden geboten, der Frankreich einen "der schönsten Plätze" im neuen Europa eingeräumt hätte.

Es gäbe nur 2 Arten von Frieden: Einen Frieden des Vertrauens oder einen Frieden des Mißtrauens.

Die Franzosen sind sich nicht darüber klar, daß Deutschland England, selbst das von Amerika unterstützte England, besiegen wird. Deutschland, das an der frz. Aufrichtigkeit zweifeln muß, hat kein Interesse, Frankreich territoriale und koloniale Abtretungen zu ersparen. Es könnte Frankreich zerstören und zur ewigen Ohnmacht verdammen.

Der 13. Dezember mußte dem Führer wie ein Verrat an der Politik von Montoire erscheinen, denn es wurde der Mann entfernt, der den Deutschen Vertrauen eingeflößt hatte. Die Starrköpfigkeit von Vichy mußte die Deutschen auf den engel-sächsischen Einfluß lenken. Das Doppelspiel Frankreichs ist lebensgefährlich. Das Land muß jetzt reagieren und eine Katastrophe vermeiden, die noch verhängnisvoller sein könnte als die vom Juni 1940.

CE QUE LA FRANCE A PERDU DEPUIS LE 13 DÉCEMBRE

Le dilemme subsiste : Paix d'association ou paix de destruction

HIER, jusqu'à la nuit, tandis que les presses des *Nouveaux Temps* déroulaient interminablement nos éditions supplémentaires, la radio faisait franchir la ligne de démarcation à nos douloureuses révélations sur la mise en sommeil de la politique franco-allemande. Placés, avec la netteté qui était indispensable, devant leurs responsabilités écrasantes, les milieux dirigeants vichysois étaient tirés de leur absurde euphorie et dérangés dans le train-train quotidien de leurs petites habiletés. Des coups de téléphone étaient échangés entre l'Hôtel Parc de Vichy et l'Hôtel Matignon à Paris, des demandes d'explications formulées...

A quoi bon ? Pour l'équipe civile des hommes qui, sur les bords de l'Allier, entourent le Chef de l'Etat et travaillent du matin au soir à fausser son jugement, naturellement si clair, il n'y a plus qu'une solution — cette solution que nous indiquions ici même dès le 21 janvier : *se soumettre aux réalités ET se démettre*. Sinon...

Sinon quoi ? Telle est la question que, depuis hier après-midi, se posent des millions de Parisiens et que se pose, depuis ce matin, la France entière. Oui, que va-t-il arriver si, malgré les avertissements précis que notre devoir nous commandait d'apporter au pays, les hommes de Vichy s'obstinent encore à sacrifier les intérêts vitaux de la patrie à leurs ambitions personnelles ? Que peut-il se produire si, au lieu de s'incliner devant la nécessité, ces hommes décident de se cramponner au pouvoir et, prenant leur petite capitale pour le nombril du monde, continuent d'ergoter à perte de vue sur des nuances diplomatiques, sur l'appréciation de tel ou tel propos colporté de bouche en bouche ou sur la possibilité d'un compromis subtil désormais hors de mise ?

Bien entendu, les suppositions se sont multipliées. On s'est demandé si le gouvernement du Reich n'allait pas décider l'occupation complète de notre territoire ; si — au contraire — la ligne de démarcation n'allait pas devenir une muraille de Chine élevant entre les deux zones une sorte d'obstacle infranchissable ; si l'occupation, là où elle existe, n'allait pas s'appesantir durement ; si les chers prisonniers n'allait pas se raréfier ; si les apports allemands à l'alimentation et au chauffage de la zone occupée, après être devenus fort substantiels dans quelque temps, n'allait pas être suspendus... Et ainsi de suite.

Il ne nous appartient pas, n'étant point dans le secret des intentions allemandes, de répondre à ces questions qui, d'ailleurs, pour la plupart, sont prématurées. Mais ce que nous pouvons dire, c'est d'abord que les intentions du gouvernement allemand sont bientôt portées à la connaissance du gouvernement de Vichy.

C'est ensuite que les autorités allemandes ont un sens politique et un sentiment de justice trop prononcés pour transformer les populations françaises de la zone occupée en victimes des fautes criminelles commises par Vichy. Les hommes qui commettent ces fautes font subir durement à nos populations depuis six mois leurs incapacités, leurs insuffisances, voire leurs malveillances. Et, devant ces faits, les réactions des autorités occupantes ne sont d'hostilité, mais bien au contraire d'une sorte de solidarité attristée. Tout porte donc à croire que, sur ce point, toute crainte est actuellement dénuée de fondement.

Voici pour le présent et pour l'avenir immédiat.

Mais il en va tout autrement pour le proche passé et pour l'avenir.

Ce que la France a perdu

Le 20 janvier, faisant ici même l'historique des événements qui ont abouti à la fatale journée du 13 décembre, nous écrivions : « Cette journée, au lieu de précéder cinq angoissantes semaines de tension intérieure et extérieure, aurait dû précéder une série d'événements heureux pour la France dont le plus éclatant — mais

Actuellement, les fautes criminelles du gouvernement de Vichy ont coûté à la France des concessions capitales concernant les frais d'occupation, l'unité administrative du pays, l'assouplissement de la ligne de démarcation et le

retour de plusieurs centaines de milliers de prisonniers.

Demain, si les mêmes hommes demeurent au pouvoir, la France risque une paix de méfiance, qui peut diminuer son territoire métropolitain et disloquer son Empire colonial.

non le seul — consistait dans le retour à Paris des cendres de l'Anglon. »

Aujourd'hui, il faut que les Français sachent à quels événements nous faisons allusion. Aujourd'hui, il faut que le pays entier connaisse ce que la ténacité patriotique de M. Pierre Laval aurait réussi à obtenir du principe de collaboration loyalement et intelligemment pratiquée par le gouvernement du Reich — et ce dont la folle équipée vichysoise du 13 décembre a privé la France. Aujourd'hui, il faut que celle-ci sache ce qu'elle a perdu avec l'éviction de l'homme d'Etat qui avait préparé l'entrevue de Montoire. Ainsi se dissipera le réseau abominable de mensonge, de dissimulation et d'hypocrisie que Vichy s'est efforcé de tisser autour de l'intelligence nationale. Ainsi les Français sauront ce que leur aurait sans doute apporté, avant la fin de 1940, la politique de collaboration, si son garant n'avait pas été éliminé de la négociation par la plus misérable, la plus criminelle des intrigues.

N'était-il pas question d'une part de la réduction massive des frais d'occupation ? On sait que des accords consécutifs à la conclusion de l'armistice obligent la France à verser au gouvernement du Reich, pour l'entretien des armées occupantes, une somme qui se chiffre à plusieurs millions de francs par jour... et qui se répercutera forcément sur nos feuilles d'impôts. M. Pierre Laval espérait obtenir du gouvernement du Reich que cette somme fût diminuée dans des proportions considérables, lorsque, le 13 décembre... Mais les hommes de Vichy s'en sont-ils souciés ? S'en soucient-ils encore ? Ce n'est évidemment pas avec leur argente personnel que ces frais seront payés.

N'aurait-il pas eu, d'autre part, le rattachement des départements du

Nord et du Pas-de-Calais à l'administration française, alors que ces deux départements, depuis l'armistice, dépendent de l'administration militaire allemande de Belgique ? On devine quelles conséquences pourraient être les conséquences ultérieures de cette situation. On sait quelles sont les conséquences actuelles de cette situation, fort préjudiciable à la circulation entre la zone « occupée » et la zone « réservée » ou « interdite ». Ces conséquences présentes et ultérieures auraient disparu grâce aux accords que M. Pierre Laval pensait obtenir, lorsque, le 13 décembre... Mais les hommes de Vichy s'en sont-ils souciés ? S'en soucient-ils encore ? Ce n'est évidemment pas eux qui, personnellement, souffrent de l'actuel état des choses.

Ne parlait-on pas, en outre, d'un très sensible assouplissement de la ligne de démarcation ? M. Pierre Laval avait presque obtenu qu'hommes et marchandises puissent passer aisément d'une zone à l'autre. Les détails de la nouvelle organisation allaient être précisés lorsque, le 13 décembre... Mais les hommes de Vichy s'en sont-ils souciés ? S'en soucient-ils encore ? Ce n'est évidemment pas eux qui peuvent souhaiter un phénomène d'osmose entre les deux zones, dont le pays entier bénéficierait, mais dont souffriraient les fils de fer barbelés qui soutiennent, dans l'isolement, la dictature vichysoise et la soustraient à l'influence vivante de la France laborieuse.

Il y aurait eu enfin, très probablement, une série d'émouvantes décisions allemandes concernant les prisonniers. On avait envisagé le renvoi, sur les champs de France, de plusieurs centaines de milliers de paysans, que leurs familles auraient accueillis avec le bonheur qu'on devine et qui eussent préparé les récoltes fu-

tures. On avait envisagé aussi, en tenant compte du nombre d'ouvriers français qui s'en vont spontanément travailler dans les usines allemandes où ils sont particulièrement appréciés et traités, qu'une quantité égale de prisonniers aurait pu être successivement libérée... La négociation progressait, lorsque, le 13 décembre... Mais les hommes de Vichy s'en sont-ils souciés ? S'en soucient-ils encore ? Ce n'est évidemment pas eux qui sont loin de leur femme et de leurs enfants, qui souffrent de la captivité.

Est-ce tout ? Non. Et nous ne parlons même pas des bénéfices évidents d'une coopération économique entre les deux pays, qui ne peut porter tous ses fruits que dans une atmosphère de complète coopération politique. Nous voulons parler d'autre chose.

Car les avantages que nous venons d'énumérer, qui eussent pourtant été si sensibles à notre existence et à notre bonheur immédiats, et dont le départ de M. Pierre Laval a privé la France, ne sont rien à côté de cet avantage capital : la préparation d'une atmosphère politique capable d'assurer à notre pays, demain, une paix lui permettant de prendre une des plus belles places de l'Europe régénérée.

Les deux paix

Que sont, en effet, nos malheurs passés, nos malheurs présents et même nos malheurs bientôt possibles à côté de ce malheur suprême : une paix consacrant notre déchéance internationale ?

Il faut voir les choses telles qu'elles sont.

Entre la France et l'Allemagne, il ne saurait y avoir demain que deux paix :

SOIT UNE PAIX DE CONFIANCE ;
SOIT UNE PAIX DE MÉFIANCE.

Mettons-nous à la place de nos vainqueurs, qui sont également certains — et nous reviendrons sur ce sujet — d'être les vainqueurs de la Grande-Bretagne, même aidée par l'Amérique. Que dirions-nous ? Ceci, parce que c'est la logique : ou bien nous sommes sûrs de la loyauté française, nous sommes sûrs que la France ayant retrouvé sa force matérielle et son prestige moral ne se servira pas de sa nouvelle puissance pour nous combattre ou pour nous poignarder. Et alors, si nous avons cette certitude, nous n'avons aucun intérêt à diminuer la France. Nous la maintenons intacte dans ses limites historiques, nous la maintenons intacte dans sa masse impériale. Et nous faisons tout, non seulement pour aider au relèvement de son économie, mais pour accroître l'efficacité de cette économie. Dès lors, cette paix de confiance devient à peu près un acte d'ASSOCIATION dans lequel chacune des deux nations trouvera son profit.

Ou bien la France, ou du moins son gouvernement, nous donnera des motifs de douter de sa sincérité. Alors, pourquoi épargner un pays qui n'utilisera sa renaissance que pour nous faire obstacle ou pour préparer sa revanche ? Pourquoi lui épargner un morcellement territorial, une distribution de ses possessions coloniales ? Pourquoi même ne pas l'affaiblir dans sa vitalité raciale ? En un mot, pourquoi ne pas le réduire à l'impuissance pour une aussi longue période que possible ? Ce que la France clémenciste n'a pu réussir à Versailles, paralysée qu'elle était par ses divisions intérieures et par la pression de ses alliés, l'Allemagne unie et d'accord avec l'Italie peut le réaliser aisément... Dès lors, cette paix de méfiance peut devenir, à peu de chose près, UNE PAIX DE DESTRUCTION.

Voilà le bon sens. Voilà le raisonnement normal, naturel. VOILA LE CHOIX, pour l'Allemagne comme pour la France.

Or, le miracle de M. Pierre Laval, c'est qu'il avait su inspirer confiance au chancelier Hitler, maître suprême des décisions allemandes. C'est que ce choix, le Führer avait fini par le faire, et en faveur de la confiance à la France. C'est que ce choix, le maréchal Pétain l'avait fait aussi. D'où Montoire. D'où tout ce qui allait suivre Montoire, tout ce qui pouvait suivre Montoire — et pendant des années...

Est-ce clair, maintenant ?

N'est-il pas clair aussi que le coup du 13 décembre ne pouvait qu'apparaître, aux yeux de nos partenaires, comme une trahison de la part de Montoire, puisqu'il écartait du pouvoir l'homme d'Etat sans lequel il n'y aurait jamais eu de Montoire, sans lequel la route tracée à Montoire ne pouvait plus être parcourue, faute de confiance ?

N'est-il pas clair que l'entêtement dont, depuis le 13 décembre, Vichy a fait preuve pour maintenir M. Pierre Laval hors du pouvoir n'a pu, à Berlin, qu'apparaître comme une manifestation éclatante de la déloyauté française, comme une preuve de influences que peuvent exercer, sur un milieu psychologiquement et mentalement pourri, des événements africains transitoires ou des pressions d'origine anglo-saxonne ?

N'est-il pas clair enfin que l'attitude vichysoise, qu'accompagnent maints détails significatifs sur lesquels nous n'avons pas la place d'insister aujourd'hui, fait penser aux dirigeants du Reich que si la France est capable de jouer double jeu alors que les trois cinquièmes de son territoire sont encore occupés, elle n'hésitera pas à se démasquer lorsque les troupes allemandes auront quitté son territoire ?

Une fois de plus, voilà la vérité, voilà la logique.

Et c'est parce que l'équipe civile de Vichy n'a cessé de travestir l'une et de négliger l'autre qu'elle doit, maintenant, s'en aller. Et s'en aller tout de suite. Le pays la juge. Il sait ce qu'il vient de perdre depuis le 13 décembre. Il sait ce qu'il peut perdre encore. A lui de réagir et d'éviter une catastrophe bien pire que celle de juin 1940.

Jean LUCHAIRE

4 173 82 II

17

Aus "Le Matin"
Nr. 20.762 vom 31. Januar 1941

Zur deutsch-franz. Krise.

Pétain selbst hat erklärt, daß die Lüge zu Frankreichs Niederlage beigetragen hat. Auch heute wird wieder gelogen und der Marschall selbst wird angelogen. Man hat ihm über Laval's Absichten nicht die Wahrheit gesagt.

Das Blatt weist auf die Vorteile hin, die die Collaboration Frankreich geboten hätte.

Les mensonges des gens de Vichy nous coûtent cher

LE MARECHAL PETAIN a dit : « Ce qui a perdu la France c'est le mensonge. On lui a menti avant la guerre, on lui a menti pendant la guerre. »

Ne voit-il pas, le Maréchal, que ce mal qui a perdu la France continue à la perdre ? Ne voit-il pas que c'est à lui que l'on ment ?

Si le droit chemin avait été chez ses ministres leur règle de conduite, nous n'en serions pas arrivés au désastreux tournant où ils ont mené le Maréchal, c'est-à-dire la France.

A l'heure présente, grâce aux accords du chancelier avec M. Laval, nous aurions trois cent mille de nos prisonniers libérés, nous aurions retrouvé les départements du Nord, notre monnaie aurait gagné par rapport au mark au moins dix pour cent.

Enfin nous nous trouverions dans une situation permettant tous les espoirs.

Mais M. Laval avait trop bien réussi, et les ministres se sentant amoindris par ses succès ne trouvèrent qu'un moyen pour s'en débarrasser : le faire arrêter.

Monsieur le Maréchal on vous a menti, on vous ment encore, souvenez-vous de ce que vous avez dit vous-même.

Le Matin

4 173 822

8

Aus "Paris-Soir" Sixième Dernière
Nr. 225 vom 31. Januar 1941

Die Führer-Rede am 30. Januar 1941.

Ankündigung der Führer-Rede, die in der gesamten Pariser Presse erfolgte.

LE FUHRER

prononce aujourd'hui
un grand
discours



Le Führer prononce un discours aujourd'hui à l'occasion de l'anniversaire de la révolution nationale-socialiste.

(Photo N.O.R.A.)

BERLIN, 30 Janvier.

Aujourd'hui, jour anniversaire de la prise du pouvoir, le Führer parlera au peuple allemand. Le discours sera radiodiffusé à 16 h. 30 par toutes les stations de radio allemande.

A 19 h. 20, les émetteurs allemands diffuseront des reportages transportant les auditeurs aux endroits historiques où se sont déroulées les épreuves de l'histoire du parti national-socialiste.

Enfin, le discours du Führer sera à nouveau diffusé, à 20 h. 30, après les informations du soir.

9

UN GRAND DISCOURS DU FUHRER
HUIT ANS APRÈS SON ARRIVÉE AU POUVOIR

“ Quand l'heure sera venue nous porterons les coups décisifs ”
proclame **ADOLF HITLER**

“ La puissance mondiale britannique n'est plus qu'une apparence ”
1940 A DÉCIDÉ DE L'ISSUE DE LA GUERRE
1941 SERA L'ANNÉE HISTORIQUE du grand regroupement de l'Europe dans l'ordre nouveau

Berlin, 30 janvier.
Sortant des ateliers, le peuple de Berlin s'est rassemblé en tenue de travail dans la grande salle du Sportpalast pour écouter le discours prononcé par le Führer.
L'estrade est ornée d'un énorme aigle en or, le symbole du mouvement national socialiste. Les drapeaux et les étendards des sections de Berlin sont massés au bas de la tribune.
La section d'honneur de la garde du corps Adolf Hitler Leibstandarte présente les armes à l'entrée du Führer.
Devant l'estrade ont pris place les plus hauts dignitaires de l'armée, les ministres, les Statthalter et les Gauleiter qui ont pu venir assister à cette cérémonie historique.

Le Dr. Goebbels salue le Führer

Le Dr. Goebbels salue le Führer au nom du mouvement national socialiste de Berlin.

— Il y a huit ans, a-t-il dit, que vous rassemblez dans les rues du centre de Berlin les hommes et les femmes de la capitale pour venir défiler devant vous. C'est nous qui avons eu l'honneur de vous jurer fidélité, une fidélité indébranlable, et de vous servir. Cette promesse, nous l'avons tenue. En ces huit ans, le peuple allemand vous a donné tout son amour et toute sa fidélité.

Vous, notre Führer, vous vous êtes dévoué au peuple allemand et l'avez conduit de victoire en victoire, de triomphe en triomphe.

Nous savons que de dures journées nous attendent, mais nous vous renouvelons notre serment de fidélité.

La ploutocratie britannique aura tout fait pour s'efforcer de détourner ce peuple de vous; une seule fois dans l'histoire, le peuple allemand aura connu un 9 novembre.

Ce qu'était l'Allemagne il y a huit ans

Montant à la tribune, le Führer-chancelier fait tout d'abord un exposé historique de la situation de l'Allemagne il y a huit ans.

— La cause véritable de l'état si misérable de l'Allemagne d'aujourd'hui, déclare Adolf Hitler, a été naturellement la guerre mondiale. Mais ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de la Grande Guerre. Des docteurs américains qui travaillaient sur l'ordre du président Roosevelt d'alors l'ont eux-mêmes constaté. Les véritables causes de la guerre sont dues à ce que l'Angleterre voulait affirmer sa domination mondiale. La démocratie n'était qu'un masque. Derrière la démocratie il y avait, en réalité, la



(Photo N.O.R.A.)

domination des peuples et l'asservissement des hommes. Les camps de concentration n'ont pas été inventés en Allemagne, mais en Angleterre. Les Anglais, en créant de pareilles institutions, ont appris à briser la résistance des peuples et à les rendre disposés à accepter le joug anglais de la démocratie.

l'essentiel, par la force et par la puissance des intérêts capitalistes et économiques.

Suite page 5.

En trois siècles l'Angleterre s'est approprié les trois quarts du monde...

À la suite de ce long chemin taché de sang, nous constatons que quelques Anglais possèdent les trois quarts du monde : 46 habitants environ par 50 kilomètres carrés. Cette constatation est essentielle parce que d'impudents menteurs démocrates osent affirmer que des Etats dits autoritaires cherchent à conquérir le monde alors que les véritables conquérants sont nos ennemis de vieille date. Cette tentative de domination du monde se poursuit à l'heure actuelle, non pas par la puissance d'une idée, mais toujours, quant à

10

Aus "Au jourd'hui"
Nr. 142 vom 31. Januar 1941

Zur Führer-Rede am 30.1.1941.

Wiedergabe der Führer-Rede (Fortsetzung) Die Wahl der Schlagzeilen
und die Verteilung des Textes ist neuartig, für eine franz. Zei-
tung ungewöhnlich.

31-1-41

LE FILM D'AUJOURD'HUI



(Photo Trampus)

Les candélabres qui se trouvent sur les ronds-points de nos places vont être peints de larges bandes blanches qui les rendront visibles de loin, facilitant ainsi la circulation la nuit. Voici un ouvrier qui donne le dernier coup de pinceau à un réverbère de la place des Victoires.



(Photo S.A.P.A.R.A.)

La Société protectrice des animaux vient de créer une carte d'alimentation pour les chiens et les chats. Elle distribue par semaine un kilo d'un pain spécial fait de blé, orge et seigle décaqué, de poudre de viande et d'os. Voici un instantané de la distribution.



(Photo S.A.P.A.R.A.)

Des étudiants apportent au Centre d'entraide aux étudiants mobilisés et prisonniers, des livres qui sont destinés à leurs camarades prisonniers. Déjà 25.000 volumes d'étude et de culture générale ont été envoyés par le Centre d'entraide dans les 108 camps d'Allemagne.

DERNIERE HEURE

Le plafond de la dette américaine PORTÉ de 29 à 65 milliards de dollars

NEW-YORK, 30 janvier. M. Morgenthau, ministre des Finances, est revenu, une nouvelle fois à la charge, à la commission du budget de la Chambre des représentants pour demander que le plafond de l'endettement soit porté de 29 à 65 milliards de dollars et a déposé un projet de loi dans ce sens.

Selon ce nouveau projet, le Trésor aura la faculté d'émettre des petites coupures de bon et des certificats d'épargne ainsi que des valeurs régulières. L'augmentation de la dette est rendue nécessaire par le programme de réarmement du président Roosevelt, qui atteint à lui seul 28 milliards 500 millions de dollars. On projette de s'adresser pour le placement de ces titres directement aux petites épargnantes. Devant la même commission, le sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances, M. Bell a déclaré que le Congrès aurait à voter une somme de 3 milliards 500 millions de dollars de crédits additionnels au budget ordinaire. Celui-ci déposé par M. Roosevelt au mois de janvier se chiffrait par 17 milliards 800 millions de dollars.

Le Sénat américain vote un crédit de 900 millions de dollars pour la défense nationale

WASHINGTON, 30 janvier. Le Sénat a voté un crédit de 900 millions de dollars pour l'amélioration de la défense navale américaine et la construction de 400 unités légères. Ce crédit avait déjà été adopté, il y a quelques jours, par la Chambre.

Tous les avoirs britanniques aux États-Unis en or et en dollars vont être réalisés

GENEVE, 30 janvier. On mande de Londres que le gouvernement anglais a décidé de réaliser tous ses avoirs en or et en dollars se trouvant aux États-Unis ainsi que les valeurs américaines en possession de ressortissants britanniques. L'expert sir Frederick Pascoe partira incessamment pour l'Amérique, afin de surveiller les opérations de vente.

GRAVE ACCIDENT de chemin de fer dans l'Etat du Missouri

NEW-YORK, 30 janvier. Un grave accident de chemin de fer s'est produit près de Sander ville (Missouri). Un train chargé de troupes qui se rendait au camp de Sheley a déraillé. La locomotive et six wagons se sont retournés. Le chauffeur a été tué et 25 gardes nationaux ont été grièvement blessés.

L'Angleterre s'attend à une tentative d'invasion pour le début de février

GENEVE, 30 janvier. Lord de Warr, ancien membre du gouvernement, actuellement chargé de mission, vient de lancer un appel à la population des îles britanniques, l'invitant à se tenir toujours prête à l'éventualité d'une invasion. « Si elle se produit, a-t-il déclaré, elle affectera le pays tout entier, car elle se fera simultanément sur tous les points ».

Les milieux bien informés déclarent, d'autre part, que les autorités britanniques s'attendent à une tentative d'invasion au début du mois prochain, les courants dans la Manche étant plus favorables à cette époque pour une expédition de ce genre. On croit, dans les milieux, que l'Allemagne va essayer d'obtenir une décision dans les premiers mois de cette année.

M. BELIN reçoit l'amiral LEAHY

VICHY, 30 janvier. M. Belin, ministre de la Production et du Travail, a reçu l'amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis, avec lequel il a eu un long entretien.

LES ALCHIMISTES DE PARIS En transmutant du plomb la cartomancienne incendie son appartement

Depuis 31 ans Mme Armanda Métral-Servant était née au monde sous l'étoile qui marque au front les prêtres d'Orphée et les initiés des grands mystères occultes. Tour à tour le marc de café, les lignes de la main, les épingles trempées dans l'eau, les tarots et même les pentacles magiques tracés au clair de lune avec du sang d'animaux choisis, lui permettaient de lire dans l'avenir le sort futur de notre planète. Elle lisait aussi le sort de simples individus et, inclinant sa science aux nécessités matérielles, transformait en espèces sonnantes son don de cartomancienne et de prophétesse.

L'autre soir, alors qu'elle se livrait à une opération extrêmement occulte qui consistait à faire fondre du plomb non sans doute pour en faire des balles, mais plus proba-

Le conflit FRANCO-THAÏLANDAIS pourrait être définitivement réglé à bref délai

L'agence Domini s'attend à ce que les pourparlers de paix entre la France et le Thaïland commencent plus tôt qu'on ne le croyait et que l'ensemble du conflit pourra être résolu d'ici la fin de février. Les deux parties vont se rencontrer à leur retour au sujet des conditions qui leur ont été soumises par le major général japonais Sumita, dans la journée d'hier.

Deux crimes de l'alcoolisme Près de Saint-Brieuc, un ouvrier agricole tue sa mère

SAINT-BRIEUC, 30 janvier. S'il avait vécu dans le « milieu », l'inculpé aurait certainement surnommé « Le Terreur ». M. Le Terreur, 56 ans, est ouvrier agricole. Bon travailleur, il devient extrêmement violent quand il est sous l'empire de la boisson. Il terrifiait alors les habitants de son bourg (Saint-Gonny), son frère, chez qui il travaillait, et la fille de celui-ci. C'est elle qui devait être sa victime. Déjà le 2 janvier, il la frappa d'un coup de couteau à la figure. Mais personne n'osa le dé-

noncer. Le 18, il la roua si brutalement de coups que lorsqu'on fit venir le docteur huit jours après, le transfert à l'hôpital s'imposa. Il était malheureusement trop tard et Francis Connan, 22 ans, époux du 25 janvier, Alexandre Connan était arrêté... pour vol de poulets. C'est alors seulement que les langues se délièrent et que la gendarmerie apprit le crime de Connan, son frère ayant enfin osé porter plainte contre lui.

Près de Vannes un fermier est accusé du meurtre de son frère

Encore un crime d'alcoolique. A Kerizac, les trois frères Séveno possèdent une petite ferme que, célibataires, ils exploitent en commun. Le 24 janvier, Benjamin, 47 ans, dut s'aller, ce qui irrita Joseph. Une discussion s'ensuivit. Le lendemain, Benjamin, qui avait reçu un coup de couteau dans la cuisse, était retrouvé mort. Son frère Joseph a été écroué.

CONFIEZ VOS YEUX À LEROY OPTICIEN DE PARIS 30, RUE VIVIENNE

25 Rue Royale 104, Champs-Élysées
151, Boulevard St-Denis, 147, Rue de Rennes
58, Av. de Versailles, 52, Rue du Commerce
5, Place des Terres, 27, Boul. Saint-Michel
30, Boul. Barbès, 158, Rue de Lyon

LUNETTES RÉGLANTES 30
EXAMEN GRATUIT DE LA VUE

COMMENT ON SOIGNE SON JARDIN

VOLUME RELIÉ, 478 pages - 280 gravures INDISPENSABLE pour AMÉLIORER L'ALIMENTATION

FRANCO contre mandat de 14,45 L. ET GEORGES TRUFFAUT - ROSERNAI VERTAILLES

TOKIO s'inquiète de l'activité américaine dans le PACIFIQUE

TOKIO, 30 janvier. « Les préparatifs militaires des États-Unis dans le Pacifique ont atteint le point culminant », écrit le correspondant à Los Angeles du Tokyo Asahi Shimbun. « Le trafic des bateaux-citernes de la marine et d'autres navires de transport entre les États-Unis et les îles Hawaï ne cesse d'augmenter, note le journaliste japonais. Comme les bateaux-citernes de la Marine ne suffisent pas, ceux de nombreuses sociétés privées sont réquisitionnés ».

Deux crimes de l'alcoolisme Près de Saint-Brieuc, un ouvrier agricole tue sa mère

SAINT-BRIEUC, 30 janvier. S'il avait vécu dans le « milieu », l'inculpé aurait certainement surnommé « Le Terreur ». M. Le Terreur, 56 ans, est ouvrier agricole. Bon travailleur, il devient extrêmement violent quand il est sous l'empire de la boisson. Il terrifiait alors les habitants de son bourg (Saint-Gonny), son frère, chez qui il travaillait, et la fille de celui-ci. C'est elle qui devait être sa victime. Déjà le 2 janvier, il la frappa d'un coup de couteau à la figure. Mais personne n'osa le dé-

noncer. Le 18, il la roua si brutalement de coups que lorsqu'on fit venir le docteur huit jours après, le transfert à l'hôpital s'imposa. Il était malheureusement trop tard et Francis Connan, 22 ans, époux du 25 janvier, Alexandre Connan était arrêté... pour vol de poulets. C'est alors seulement que les langues se délièrent et que la gendarmerie apprit le crime de Connan, son frère ayant enfin osé porter plainte contre lui.

Près de Vannes un fermier est accusé du meurtre de son frère

Encore un crime d'alcoolique. A Kerizac, les trois frères Séveno possèdent une petite ferme que, célibataires, ils exploitent en commun. Le 24 janvier, Benjamin, 47 ans, dut s'aller, ce qui irrita Joseph. Une discussion s'ensuivit. Le lendemain, Benjamin, qui avait reçu un coup de couteau dans la cuisse, était retrouvé mort. Son frère Joseph a été écroué.

CONFIEZ VOS YEUX À LEROY OPTICIEN DE PARIS 30, RUE VIVIENNE

25 Rue Royale 104, Champs-Élysées
151, Boulevard St-Denis, 147, Rue de Rennes
58, Av. de Versailles, 52, Rue du Commerce
5, Place des Terres, 27, Boul. Saint-Michel
30, Boul. Barbès, 158, Rue de Lyon

LUNETTES RÉGLANTES 30
EXAMEN GRATUIT DE LA VUE

Un CAMBRIOLEUR JOUE

PECTORAL RICHELET CONTRE LA TOUX

Le Pectoral Richelet est la moins chère des préparations contre la toux. Quant à son efficacité, elle ne peut être mise en doute : quelques cuillerées de Pectoral Richelet arrêtent la toux bien souvent dans la journée même. Quand vous êtes enrhumé, prenez Pectoral Richelet. Votre rhume ne durera pas, il vous incommodera moins et moins longtemps, il sera sans gravité.

Si vous êtes de ceux qu'une bronchite rebelle tracasse, essouffée et oppresse chaque hiver, prenez du Pectoral Richelet. Vous ne tousserez plus, vous respirerez de mieux en mieux et vous passerez des nuits tranquilles. Le Pectoral Richelet est un remède scientifique moderne. Il protégera et défendra vos bronches pendant la mauvaise saison. En vente dans toutes Pharmacies.

Et quand vous sortez, n'oubliez pas vos PASTILLES RICHELET

A votre service...

A PROPOS DES ORDONNANCES SUR LES ENTREPRISES JUIVES

Certains commissaires-gerants provisoires nommés dans les affaires juives désirent conserver leur place. Le meilleur moyen est pour eux de se faire nommer à un poste d'administrateur jusqu'au départ des propriétaires israéliens. Cela n'est certainement pas dans l'esprit des ordonnances allemandes qui spécifient que le commissaire-gerant doit se rappeler que son rôle est exclusivement temporaire (instructions du 13 novembre, état-major administratif du commandant militaire en France). Cela est encore contraire à l'esprit de la loi française qui spécifie qu'il est interdit aux liquidateurs de Sociétés et aux administrateurs judiciaires d'accepter un poste dans toute Société représentant celle-ci.

ont mission de liquider. Il en est de même des fonctionnaires des Contributions qui ne peuvent accepter un poste dans les Sociétés juives contraindantes. Il semble bien que pour un commissaire-gerant provisoire, d'une Société juive le fait de se faire nommer à un poste de direction constituerait certainement un abus. Il semblerait avoir profité de ses fonctions et en pourrait se demander comment il se a rempli, et s'il n'est pas suspect de complaisance dans son rôle officiel. En effet, l'ordonnance sur la gestion des affaires, qui fixe son statut juridique, donne au commissaire-gerant le droit et le devoir de vendre l'entreprise à un non juif, soit en partie, soit en bloc. Toute idée de complaisance doit être soigneusement écartée.

Simple réflexions à propos de la viande

Comment admettre que le bœuf se débite en province 11 fr. la livre... et que l'acheteur ne peut le revendre que 8 fr. 85 à Paris ?

La taxe a été créée pour éviter la hausse. D'accord. Mais la taxe paralysait automatiquement les arrivages.

La marchandise libre est l'arme la plus efficace pour lutter contre le marché noir.

Grâce au marché libre le tarif de la viande aurait été systématiquement limité. Pourquoi ?

Pour vendre des pommes de terre il vous faut une carte professionnelle

Le bureau départemental de répartition de la pomme de terre et des produits dérivés, de la Seine, rappelle que tous les commerçants faisant habituellement le commerce de la pomme de terre (courtiers, grossistes et détaillants) sont assujettis à la carte professionnelle créée par l'arrêté du 15 octobre 1940. Les demandes de cartes seront reçues par le bureau départemental, 55, rue de Rivoli, jusqu'au 24 février 1941. Passé ce délai, les commerçants non munis de cartes ne pourront plus participer aux répartitions.

MM. Y. Roué, 61, 64, Malherbes, arbitres

PERLES et BRILLANTS

FAITS DIVERS

Qual de Seine à Saint-Denis, le cycliste René Riillard, 45 ans, demeurant rue de la Cassagne, à Engghien-les-Bains, est renversé par une auto. Décédé à l'hôpital de Saint-Denis.

Dans une usine d'automobiles, avenue d'Ivry, Georges Durand, 64 ans, avenue de Paris, à Ivry-sur-Seine, tombe de 5 mètres et se tue.

remplie d'eau bouillante. Atrocement brûlé, la petite Josette a succombé. On espère sauver sa sœur, GRENDEL. Des jeunes gens ont découvert dans une fosse de 200 mètres de profondeur, à Egan, le corps de M. Henri Monnet, affreusement mutilé. Le paquet coquet-

LANNION. — Le pillage d'un wagon contenant 11 tonnes de coke a provoqué l'inculpation de 70 personnes.

MONTARGIS. — Il y a quelques mois encore, M. Emile Julien, 36 ans, cultivateur à Chalmy-les-Bains, était maire de sa commune. Il a été révoqué depuis, à la suite des faits qui l'ont amené à comparaître devant le tribunal correctionnel, en même temps que sa femme. Tous deux furent poursuivis pour vol et recel.

PHOTO-PLAIT

37, RUE LAFAYETTE - PARIS-9^e

ACHÈTE ou ÉCHANGE LES APPAREILS modernes PHOTO ou CINÉMA

aux meilleures conditions PRÉSENTEZ APPAREILS CATALOGUE PHOTO-CINÉMA GRATIS

SAINT-MALO. — Une collision entre camion et voiture a provoqué la mort du conducteur de cette dernière, M. Léon Lemonnier.

PERPIGNAN. — M. Maurice Chanut, originaire de Saint-Martin, prisonnier au Stalag IX, vient d'être libéré après avoir sauvé un enfant de quatre ans qui se trouvait dans un panier, à proximité de l'endroit travaillé.

Des crédits budgétaires supplémentaires pour certains services publics

Le « Journal officiel » du 25 janvier donne un état des crédits supplémentaires ouverts, au titre du budget des services civils, pour l'exercice 1940, pour compenser certaines insuffisances de dotations destinées à des services nouvellement créés. On relève notamment :

- Frais d'établissement des rôles de contributions : 3.800.000 francs;
- Service diplomatique des prisonniers de guerre : 1.000.000 de fr.;
- Réorganisation de la police d'Etat : 1.620.000 francs;
- Instruction publique (bibliothèque nationale) : 578.000 francs;
- Achats de livres et publications : 20.000 francs;
- Participation de l'Etat aux dépenses de compensation d'allocations familiales agricoles : 2.000.000 de francs.

Le total des crédits s'élève à 1.008.661 francs.

VANNES. — A Plaudern, M. de Montequieu, 40 ans, qui circulait à bicyclette, a été renversé par une auto et est décédé des suites d'une fracture du crâne.

TOUFFLERS (Nord). — Le Belge Ernest Tardie, 43 ans, privé de sept enfants de nourritrice et de deux autres, a été transféré au rapport de Lille.

RÉVEILLEZ LA BILE DE VOTRE FOIE

Sans calomel - Et vous saurez de lui le matin, "sonné à la bile".

Votre foie devrait verser, chaque jour, au moins un litre de bile dans votre intestin. Si cette bile arrive mal, vous ne digérez pas vos aliments, ils se putréfient. Vous sentez lourd. Vous êtes constipé. Vous avez même l'impression et vous le savez, d'être malade. Vous voyez tout en noir !

Les laxatifs sont des poisons. Ils ne font que retarder le mal. Prenez les PETITES PILULES CARTER'S FOIE. Elles ont le pouvoir d'assurer que votre foie qui vous rend malade, fonctionne à nouveau. Exigez les PETITES PILULES CARTER'S FOIE. Toutes pharmacies à Paris.

Le discours du Führer au Sportpalast de Berlin

(Suite de la première page)

Le Dr. Goebbels a salué le Führer au nom du mouvement national-socialiste de Berlin.

« Il y a huit ans, a-t-il dit, que vous rassemblez dans les rues du centre de Berlin les hommes et les femmes de la capitale pour venir offrir devant vous. C'est nous qui avons eu l'honneur de vous offrir la fidélité, une fidélité indéfectible, et de vous servir. Cette promesse, nous l'avons tenue. En ces huit ans, le peuple allemand vous a donné tout son amour et toute sa fidélité. Vous, notre Führer, vous vous êtes dévoué au peuple allemand et l'avez conduit de victoire en victoire, de triomphe en triomphe.

« Nous savons que de dures journées nous attendent, mais nous vous renouvelons notre serment de fidélité.

« La ploutocratie britannique aura tout fait pour effacer de l'histoire ce peuple de vous, une seule fois dans l'histoire, le 9 novembre.

Le Führer Chancelier a fait un exposé historique de la situation de l'Allemagne, il y a huit ans : la cause véritable de l'état si déplorable de l'Allemagne d'aujourd'hui, déclaré Adolf Hitler, a été notamment la guerre mondiale. Mais ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de la Grande Guerre. Des docteurs américains, qui travaillaient sur l'ordre du président Roosevelt d'alors, l'ont eux-mêmes constaté. Les véritables causes de la guerre sont dues à ce que l'Angleterre voulait affirmer sa domination mondiale. La démocratie n'était qu'un masque. Derrière la démocratie, il y avait, en réalité, la domination des peuples et l'asservissement des hommes. Les camps de concentration n'ont pas été inventés en Allemagne, mais en Angleterre.

« Pendant trois cents années, il n'y a pratiquement pas eu d'Allemagne. Pendant ce temps, les Anglais parlaient de Dieu, avec, dans les yeux, leurs intérêts économiques... »

« LA PUISSANCE MONDIALE BRITANNIQUE N'EST PLUS QU'UNE APPARENCE VUE DE L'EXTERIEUR. LE MONDE A DE NOUVEAUX CENTRES. »

« Quelles propositions n'ai-je pas faites ? En quels termes n'ai-je pas supplié qu'on se laisse guider par la raison et qu'on n'enlève pas les moyens d'existence d'un grand peuple... »

« ...Maintes et maintes fois, j'ai tendu la main à l'Angleterre. J'avais fait de l'entente avec le peuple anglais un point de mon programme. Un seul sujet de discussion existait : le retour à l'Allemagne de ses colonies... »

référé le calcul. Ce n'est pas sept fautes que j'ai commises, mais 754. 4.385.000 fautes.

« J'ai poursuivi mon calcul, j'ai trouvé que mes adversaires en avaient fait 4.385.000. Soyez sans crainte, malgré nos fautes, nous avancerons à la fin de cette année, s'il m'est permis de commettre dans cet espace de temps autant de fautes que dans l'année écoulée. Je pourrai remercier le Seigneur de ne m'avoir autorisé que 7 fautes. Si nos adversaires sont aussi intelligents qu'ils l'ont été au cours de l'année passée, je pourrai vraiment me dire satisfait.

Nous entrons dans la nouvelle année avec une force armée telle qu'il ne s'en est encore jamais trouvée dans l'histoire de l'Allemagne. Sur terre, le nombre des divisions allemandes a été formidablement accru. L'expérience militaire incomparable acquise par les chefs et par la troupe a été mise à profit, car nous avons travaillé, et nous travaillons sans trêve. L'équipement a été amélioré. Nos adversaires pourront se rendre compte à quel point il l'a été. La guerre sous-marine commencera au printemps. Ils pourront constater que nous n'avons pas somnolé. L'armée aérienne parlera de son côté.

« L'ensemble de notre armée forcera la décision, par un moyen ou par un autre. Notre production a été accrue dans des proportions inouïes et dans tous les domaines. Ce que d'autres ne font que projeter, devient chez nous réalité.

« Libérer le monde de la tyrannie de certains peuples »

« Le peuple allemand est un derrière ses dirigeants, confiant en sa force armée, et résolu à supporter ce que le destin lui impose. L'année 1941, l'année de la ferme conviction, sera l'année historique du grand regroupement de l'Europe, dans l'ordre nouveau.

« Notre programme ne peut être autre que celui de libérer le monde de la tyrannie de certains peuples et de briser les privilèges abusifs. Cette année nous aidera à poser les fondations véritables d'une entente et, par là, de la véritable réconciliation des peuples.

« Je ne veux pas omettre de rappeler ce que je vous disais déjà au cours de la séance du Reichstag du 1^{er} septembre 1939 : il y avait les juifs réussissant à entraîner le restant du monde dans une guerre universelle, leur rôle en Europe sera fini une fois pour toutes.

« Ils peuvent en rire, en ce moment. Les mois et les années à venir leur prouveront qu'en cette matière j'ai été bon prophète. Nous voyons déjà maintenant que notre conception raciale gagne un peuple après l'autre. J'espère que les peuples qui sont encore aujourd'hui au nombre de nos adversaires reconnaîtront un jour que leur plus grand ennemi est à l'intérieur et qu'ils se joindront à nous dans un front commun : le front de l'humanité aryenne contre l'internationalisme juive d'exploitation et de perversion.

Pendant 300 ans il n'y a pas eu pratiquement d'Allemagne

Pendant trois cents années, il n'y a pratiquement pas eu d'Allemagne. Pendant ce temps, les Anglais parlaient de Dieu, avec, dans les yeux, leurs intérêts économiques. Pendant ce temps, le peuple allemand a donné aux querelles religieuses une telle importance qu'il s'est plongé dans une guerre sanglante durant plusieurs centaines d'années. Dans la mesure où le peuple allemand a usé sa force à l'intérieur de son pays, c'est par là de jour en jour en tant que facteur de puissance à l'extérieur, dans cette mesure, l'Allemagne a pu constituer un État à part. Mais il n'y a pas eu d'Allemagne qui ait été pendant trois siècles, écartée des partages de biens de cette terre. L'Italie a subi un pareil sort : un équilibre de forces s'est institué en Europe, équilibre que l'Angleterre a dénommé « équilibre européen », mais qui, en réalité, n'était qu'une désorganisation des continents européens au seul profit des Britanniques. Les buts de la politique britannique ont été depuis des siècles de maintenir cette désorganisation. Bien sûr, on ne lui donnait pas ce nom de désorganisation, non, on avait trouvé un mot plus beau. Oui, on n'a pas parlé de la désorganisation du peuple, on a parlé d'un « équilibre des forces ».

L'Angleterre, l'Etat socialement le plus arriéré d'Europe

Et pourtant lorsque nous parlons, encore aujourd'hui, de la puissance mondiale de l'Angleterre ou que nous disons que l'Angleterre est maîtresse du monde, ce n'est plus qu'une illusion. L'Angleterre est, actuellement, malgré ses pillages universels, l'Etat le plus arriéré socialement qu'il y ait en Europe, de par sa structure intérieure. Un Etat socialement arriéré, c'est celui dont l'activité toute entière sert les intérêts d'une classe dirigeante peu nombreuse et mince, ainsi que de la communauté juive qui est liée à cette classe dirigeante. Les intérêts des grandes masses ne jouent aucun rôle dans la politique de cet Etat. La puissance mondiale britannique n'est plus qu'une apparence vue de l'extérieur. Le monde a de nouveaux centres. De nouveaux Etats se sont formés. L'essence même de l'idée de domination

mondiale britannique est fondée toujours sur l'aide qu'elle pourrait obtenir afin de pouvoir se retourner contre le continent.

Mais il s'est créé, en dehors de ce continent européen, de grands Etats que l'Angleterre ne peut pas attaquer. L'Angleterre est obligée maintenant d'essayer de se servir d'une partie du monde contre l'autre pour pouvoir maintenir, tout au moins, l'apparence d'une puissance mondiale. En Europe, l'éveil des peuples a empêché la désorganisation du continent. Dans ce continent, le mouvement national a pris naissance. Il s'est créé le nouveau Reich de la nation allemande et, dans le Sud, l'Italie. Il s'est ajouté à cela de nouveaux éléments qui réduisent à l'état de chichère « l'équilibre des forces ». Ce dernier n'existe plus.

« Si, aujourd'hui, les Anglais croient qu'il suffit de répéter la ritournelle de la propagande de 1917 pour obtenir de nouveaux résultats, nous pourrions penser qu'ils n'ont rien appris. Le peuple allemand, lui, a appris depuis, mais il n'a aussi rien oublié. Nous ne voulons pas être mesquins. Au cours de l'histoire, bien des manœuvres se sont produites à la parole donnée. Mais ce qui s'est passé de 1918 à 1921 était une série continue de manœuvres à la parole donnée. Aucune nation n'a été aussi durement touchée que le peuple allemand d'alors.

« Le peuple allemand a eu, autrefois, l'occasion, d'année en année, de réfléchir sur l'honorabilité des assurances et des paroles démocratiques et sur l'honorabilité des hommes d'Etat démocrates. Il a eu l'occasion de faire, de prime abord, le point de vue économique, au point de vue social, l'établissement d'une communauté nationale allemande, l'abolition de tout préjugé de classe et d'état social, l'éveil de la conscience collective, le sentiment de la communauté, et si nécessaire, la destruction par la force de la résistance de ceux qui ne voudraient pas se soumettre à cette communauté ; au point de vue économique, l'établissement d'une économie nationale dans laquelle l'importance de l'initiative privée serait reconnue, l'ensemble de la vie économique étant mis au service de l'intérêt général, et subordonné à ce dernier. Dans ce domaine aussi, tout autre but est inconcevable.

L'ABOLITION du traité de Versailles

« J'ai fixé un programme : l'abolition du traité de Versailles. Qu'on ne joue donc pas, dans le vaste monde, la comédie de prétendre que ce programme n'a été découvert par moi qu'en 1933. Que ces messieurs se donnent donc la peine de bien vouloir lire ce que j'ai écrit des milliers de fois. Le traité de Versailles était la plus grande injustice, et la plus grande atteinte portée à un grand peuple, que l'histoire ait jamais

« J'ai fixé un programme : l'abolition du traité de Versailles. Qu'on ne joue donc pas, dans le vaste monde, la comédie de prétendre que ce programme n'a été découvert par moi qu'en 1933. Que ces messieurs se donnent donc la peine de bien vouloir lire ce que j'ai écrit des milliers de fois. Le traité de Versailles était la plus grande injustice, et la plus grande atteinte portée à un grand peuple, que l'histoire ait jamais

« Mais toute proposition venant de moi suffisait pour déclencher immédiatement une certaine clique juive, internationale, capitaliste. Tous mes discours tenus au Reichstag depuis 1933, tous mes discours sont dominés par une seule pensée : trouver, par tous les moyens, une voie afin de pouvoir accomplir pacifiquement la révision du traité. Les auteurs de ce traité convenaient eux-mêmes que ce document était proprement infâme. Les démocrates berlinois avaient supplié, ils s'étaient littéralement traités aux pieds du forum international de Genève et avaient imploré : accordez-nous la révision.

« Tout cela fut fait en vain. En tant que national-socialiste, je vis au bout de quelques mois que rien ne pouvait être obtenu de cette sorte.

« Nous avons toujours essayé d'arriver à une entente »

« Il est vrai que j'avais tiré les conclusions de l'impossible. Nos adversaires nous ont apparemment toujours considérés avec ces gens auxquels il s'agit d'affaire en novembre 1918. Mais le peuple allemand n'a rien de commun avec eux. C'est nous qui sommes gravement que nous opposer à eux. »

« Après avoir exigé que l'Allemagne quitte la Société des Nations et la conférence de désarmement, le Führer a poursuivi en ces termes :

« Nous avons continué la route dans laquelle nous étions engagés d'une façon inéluctable, tout en nous efforçant quand cela paraissait possible, d'arriver à une entente.

« Je ne dois pas souligner que dans ce cas précis, cette entente semblait sur le point de pouvoir être réalisée. Il s'agit de la France. Quand le

territoire de la Sarre fit retour au Reich, nous avons tiré les conclusions qui s'imposaient. J'ai renoncé à ce moment-là à toute révision des frontières allemandes à l'Ouest. Les Français ont considéré cela comme tout naturel. J'ai déclaré à l'ambassadeur de France que cela n'était pas aussi naturel que les Français se l'imaginaient. Nous consentions un lourd sacrifice à la paix, mais en échange, nous voulions tout au moins obtenir la paix. Néanmoins, le sans-gêne des ploutocrates capitalistes de ces pays reprenait rapidement le dessus.

« J'ai tendu la main à l'Angleterre »

Maintenant, ma décision est prise. Nous ne sommes pas arrivés à un accord satisfaisant, mais, au contraire, nous avons assumé le pouvoir en jurant de ne pas abandonner ces intérêts. Je suis fermement décidé, de prime abord, à ne pas reculer d'un seul centimètre. Dès que je vis qu'en Angleterre, les anciens bellicistes de la Grande Guerre reprenaient leurs activités criminelles, que des MM. Churchill, Eden, Duff Cooper, Hoare, Beilish, Vansittart, Chamberlain et Halifax recommençaient la même campagne, j'ai cherché à établir un accord équitable avec l'Allemagne.

« Les relations entre l'Allemagne et l'Italie ne sont envies, dans ces Etats, que sous l'angle qui leur yeux. Cette fois-ci, ils ne veulent pas se laisser aller à des révolutions à Milan, mais de veiller plutôt à ce que des troubles n'éclatent pas chez eux.

« Au moment où les escadrilles d'avions italiens furent transférées sur la côte Atlantique, les journaux anglais prétendirent que les Italiens auraient leur mot à dire dans notre direction de la guerre et qu'ils exigeraient une base d'appui sur l'Atlantique. Maintenant que les escadrilles allemandes sont en Sicile, ils disent que l'Allemagne s'emparera probablement de la Sicile. Que ces messieurs soient bien assurés qu'ils ne pourront rien faire de tel, ni en Allemagne ni en Italie. Elles ne démontrent qu'une seule chose : c'est que les autres ne comprennent nullement le sens de cette guerre. Nous, nous le comprenons, nous battons l'Angleterre, où et quand nous pourrions la battre. Si, par contre, les autres veulent voir, dans les quelques échecs de notre part, une preuve de victoire, alors, j'avoue ne pas comprendre les Anglais. Jusqu'à présent, ils ont vu, dans tous leurs propres insuccès, la preuve manifeste d'une grande victoire. Que ces messieurs se rassurent. Le décompte se résumera en un total et se soldera à la fin de la guerre, point par point, kilomètre carré par kilomètre carré.

Après la guerre de Pologne

« Je n'exigeais nullement ce qui appartenait à l'Angleterre, je ne demandais que ce qu'elle nous avait volé contre tout droit en 1918-1919, malgré les affirmations les plus solennelles du président américain Wilson. Toujours, à de nouvelles reprises, je tendais la main aux Anglais. Néanmoins, tout cela fut vain.

« Pendant ensuite de ses tentatives de dépasser les conflits entre les peuples, le Führer poursuivit : « Même au cours de la guerre, la possibilité d'une entente n'était pas exclue. Immédiatement après la fin de la guerre de Pologne, j'ai tendu à nouveau la main. Je n'exigeais rien ni de la France, ni de l'Angleterre. Ce fut encore en vain. Immédiatement après l'échec de la révision à l'Ouest, j'ai tendu une nouvelle fois la main à l'Angleterre. De ce côté de l'âge et de l'âge m'acquiesçaient. Il est donc dit que tout sera inutile. Le sang des peuples coulera de nouveau pour les seuls intérêts d'un tout petit groupe de privilégiés. »

« En jetant un coup d'œil rétrospectif, je peux dire, l'année écoulée a décidé, en fait, de l'issue de cette guerre. La tentative de nous couper dans le nord les voies d'approvisionnement minérales, et de trouver une base d'attaque contre l'Allemagne du nord-est, fut réduite à néant en quelques semaines. Le projet d'atteindre la Ruhr à travers la Hollande et la Belgique s'effondra en quelques jours. L'Angleterre fut chassée du continent.

Toutes les éventualités ont été prévues

« Il m'est arrivé de lire que les Anglais auraient l'intention d'entreprendre quelque part une grande offensive. J'ai un seul désir : c'est qu'ils veuillent bien m'en informer à l'avance. Je m'empresserais de faire évacuer ces territoires. Je me ferai un plaisir de leur éviter les difficultés d'un débarquement. Parce que, en fin de compte, qu'attendent donc les Anglais ? Nous sommes implantés sur ce continent et personne ne pourra nous contraindre à quitter les territoires où

« nous sommes fixés. Nous avons créé des bases et, quand l'heure sera venue, nous porterons les coups décisifs. Ces messieurs apprendront, au cours de l'année, et ils pourront enregistrer pour l'histoire à venir, que nous avons su utiliser le temps. En quoi espèrent-ils ? En quelle assistance ? En l'Amérique ?

« Qu'il me suffise de dire : nous avons tenu compte de prime abord de toutes les éventualités possibles. Personne ne doute que le peuple allemand n'a aucune animosité contre le peuple américain. Cela est clair pour toute personne qui ne veut pas nier l'évidence.

LA SOLIDARITÉ AVEC L'ITALIE

« Je leur demande encore une fois de bien comprendre : le Duce et moi, nous ne sommes ni des juifs ni des mercantis. Quand nous nous tendons la main, c'est là une poignée de main d'hommes d'honneur. J'espère que cette évidence s'imposera à ces messieurs dans le courant de l'année.

La victoire est au bout de notre course

« Il est possible qu'ils fondent leurs espoirs sur les Balkans. A leur place, je ne m'y fierais pas, car une chose est certaine : que soit le lieu que l'Angleterre choisisse pour tenter une opération, nous l'attaquerons et nous sommes assez forts pour le faire.

« Il se peut qu'ils mettent leurs espoirs en d'autres Etats qu'ils pourraient encore impliquer dans la guerre.

« Je peux vous affirmer : toute éventualité, qu'il puisse être conçue, est au bout de notre course.

« Les autres comptent peut-être encore sur la famine. Nous savons d'avance que tout superflu serait exécuté par définition en temps de guerre, mais jamais le peuple allemand ne souffrira de la famine. Plus tôt le peuple anglais, Manque de matières premières ? LA aussi, tout a été prévu. C'est le raison d'être du plan quadriennal.

« Le Führer parle ensuite avec ironie de la propagande faite au service de l'Angleterre par les émigrés allemands, et poursuit :

« Quand ils s'exclament : pensez donc aux fautes que vous commettez. Mon Dieu, qu'il est-ce qui ne commet pas d'erreurs ? Ce matin, j'ai lu qu'un lord anglais, je ne saurais dire comment il s'y est pris, a calculé qu'au cours de l'année 1940, j'ai commis sept fautes. Sept fautes ! Il se trompe. J'ai vé-

L'IDEE de la communion totale

« Nous gagnerons la victoire au service de cette communauté, c'est là notre foi et notre certitude.

« Que le Seigneur ne nous abandonne pas à l'avenir, c'est là notre prière !

« Deutschland Sieg Heil ! »

Après cette dernière parole du Führer, les spectateurs ont témoigné leur enthousiasme par des applaudissements frénétiques. De nombreux passages de ce discours avaient été coupés par des tempêtes d'ovations.

« Les discours du Führer ont été transmis par 627 stations émettrices, en 26 langues différentes.

La collaboration pour la collaboration

Il est évident que l'histoire nous apprend, que les Français n'ont pas eu de politique à l'égard de la collaboration. Ils ont été dans l'attente et l'attente, ils ont attendu l'issue de la guerre, ils ont attendu le triomphe de la victoire, ils ont attendu le jour où ils pourraient se réjouir de la victoire de la France.

Il est évident que l'histoire nous apprend, que les Français n'ont pas eu de politique à l'égard de la collaboration. Ils ont été dans l'attente et l'attente, ils ont attendu l'issue de la guerre, ils ont attendu le triomphe de la victoire, ils ont attendu le jour où ils pourraient se réjouir de la victoire de la France.

Il est évident que l'histoire nous apprend, que les Français n'ont pas eu de politique à l'égard de la collaboration. Ils ont été dans l'attente et l'attente, ils ont attendu l'issue de la guerre, ils ont attendu le triomphe de la victoire, ils ont attendu le jour où ils pourraient se réjouir de la victoire de la France.

Il est évident que l'histoire nous apprend, que les Français n'ont pas eu de politique à l'égard de la collaboration. Ils ont été dans l'attente et l'attente, ils ont attendu l'issue de la guerre, ils ont attendu le triomphe de la victoire, ils ont attendu le jour où ils pourraient se réjouir de la victoire de la France.

Il est évident que l'histoire nous apprend, que les Français n'ont pas eu de politique à l'égard de la collaboration. Ils ont été dans l'attente et l'attente, ils ont attendu l'issue de la guerre, ils ont attendu le triomphe de la victoire, ils ont attendu le jour où ils pourraient se réjouir de la victoire de la France.

LA PAIX EUROPÉENNE

Conditions de la collaboration

UN de nos confrères écrit que sans la réalisation de certaines conditions particulières, il n'y a pas de collaboration européenne possible.

Nous voulons essayer de fixer les conditions de la collaboration en la dégageant des irritantes questions de personne.

La politique doit toujours se faire à la base de principes.

Ces principes déterminés, il est toujours plus facile de s'entendre sur les personnes qui auront mission de les appliquer.

Pour la France comme pour l'Allemagne, la collaboration comporte un choix entre plusieurs politiques.

Il serait ridicule de penser que le vainqueur n'a pas la possibilité de pratiquer une autre politique que celle de la collaboration.

La victoire donne des avantages, des prérogatives que l'Allemagne peut parfaitement utiliser. Elle pouvait décider d'user à fond de sa victoire contre nous.

En adoptant la politique de collaboration, il faut reconnaître que le Führer a pensé davantage à la reconstruction d'une Europe définitivement pacifiée qu'à l'exploitation intégrale de sa victoire militaire.

C'est ce choix de sa part qui a rendu possible l'entrevue historique de Montoire.

En se rendant auprès du Führer, le Maréchal, au nom de la France, a également choisi.

La France pouvait avoir deux politiques :

Ou l'expectative, en attendant l'issue du conflit germano-anglais ;

Ou la collaboration européenne et en premier lieu la collaboration franco-allemande.

La première — véritable politique de l'autruche — laissait à l'Allemagne le droit d'exploiter à fond sa victoire contre nous et demain sa victoire contre l'Angleterre.

L'autre nous ouvre des possibilités importantes : le respect de notre indépendance nationale, le maintien de « l'unité française, unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen », selon la formule même du Maréchal.

Le Maréchal Pétain, agissant au nom de la France, a choisi la seconde.

Cette politique, ne le cachons pas, implique une rupture complète avec les illusions anglophiles.

L'Angleterre, par ses odieux attentats, a facilité énormément l'évolution française.

Elle nous a libérés du souci de rompre avec un ancien allié.

Dans la mesure même où elle nous oblige à nous défendre contre ses agressions, nous sommes passés dans le camp de ses adversaires.

C'est cette position originale qui crée le ciment de la nouvelle union européenne.

Il faut se rendre compte de l'importance de notre choix, de la place exacte que nous occupons dans le conflit qui se prolonge.

On ne pouvait à la fois faire la politique d'expectative et de tendresse à l'égard d'une Angleterre — d'ailleurs en pleine décadence — et la politique de collaboration européenne.

Ces deux politiques sont nettement contradictoires, et par conséquent incompatibles.

Ce principe posé, tout devient plus clair pour discuter les questions de personne.

La condition intérieure de la politique de collaboration est que les hommes au pouvoir aient choisi entre les deux politiques.

Le Maréchal, qui a su prendre sa responsabilité historique en optant pour la collaboration européenne, saura en pleine indépendance assurer les conditions intérieures de sa réalisation.

D'autant plus que le nombre de ceux qui veulent sincèrement sa réussite est beaucoup plus important qu'on ne le croit communément.

Jacques DORJOT

12

Das deutsch-franz. Verhältnis:

Die Zeitung veröffentlicht den Brief eines Lesers, in dem dieser veranlaßt, den Franzosen die augenblickliche Lage Frankreichs vor Augen zu führen. Es ist bereits viel über diese Dinge geschrieben worden, aber die Franzosen schätzen diesen alles keinen Cent.

Durch den verlorenen Krieg ist Frankreich fast in die gleiche schreckliche wirtschaftliche Lage geraten wie Deutschland 1919. Aber bereits 1919 war Deutschland viel ärmer und geschwächer als Frankreich an augenblicklich ist, die Arbeitslosigkeit war beträchtlich, Kohlen für die Industrie gab es keine, weil die deutschen Kohlen nach Frankreich gebracht werden mußten. Auch die Lebensmittelversorgung war schwieriger, denn das Fleisch war mehr als rar, Butter und Seife gab es überhaupt nicht.

Die Franzosen dürfen der Besatzungsmacht nicht vorwerfen, dass diese sie hungern läßt, denn die Schuld daran tragen allein die Franzosen selbst, sie müssen jetzt für die Fehler der vergangenen Jahre büßen. Wenn die Franzosen während der Kriegsjahre nicht so viel verpraselt hätten, gäbe es heute mehr Fleisch und Fett und die Stoffe wären nicht so teuer.

Wenn man die Lage Deutschlands nach dem Weltkrieg kennt und weiß, wie die Deutschen den Schwierigkeiten begegnet sind, wäre es da nicht richtig, wenn die Franzosen die gleichen Mittel anwenden? D.h. Vernünftige Organisation der Wirtschaft! Nur hierin sieht der Verfasser des Briefes eine Möglichkeit um Frankreich vor der Katastrophe zu bewahren. Die Preissüberwachung hat sich im besetzten franz. Gebiet bereits sehr bewährt, denn die Lebensmittel sind im unbesetzten Gebiet mehr als die Hälfte teurer als im besetzten Gebiet. Auch auf anderen Gebieten könnten Methoden, die sich in Deutschland bewährt haben, übernommen werden.

Dieses muss jeder Franzose einsehen, und Deutschland beweisen, dass Frankreich trotz allem zu grossen Dingen fähig ist und damit würdig, an dem neuen europäischen Aufbau beteiligt zu werden.

Comprendre...

Un lecteur nous écrit :

Que d'encre et de salive n'a-t-on pas gaspillé pour tenter de nous faire comprendre. Hélas ! on se borne à lire et à parler ! Comme toujours.

On écrira, on parlera davantage encore, et cela jusqu'à ce que, tous, nous ayons enfin compris. Car il est temps, en effet, de comprendre quelle est notre situation. Certes, cela est difficile pour beaucoup.

Nous avons été tellement dupés que nous restons hésitants, désaxés et que nous donnons avec peine notre adhésion à un parti agissant, craignant d'être dupés une fois encore.

Mais nous avons perdu la guerre et notre défaite nous met aujourd'hui dans une position économique presque aussi critique que celle de nos vainqueurs en 1919. En effet, nous devons faire face à des difficultés économiques moins grandes que celles auxquelles les Allemands se sont heurtés, puisque en 1918 leur pays était plus pauvre et plus affaibli que le nôtre actuellement. Le chômage était considérable, il n'y avait pas de charbon pour l'industrie, car tous les charbons allemands étaient emmenés en France, le ravitaillement était très dur, la viande plus que rare, le beurre, le savon inexistant. Et nous ne pouvons pas accuser les autorités occupantes de vouloir affamer les Français, car, dans ce domaine comme dans les autres, nous payons aujourd'hui les erreurs des années précédentes ; si nous n'avions pas tant gaspillé au cours des mois de guerre, nous aurions maintenant beaucoup plus de viande, de graisse, la chaussure nationale n'existerait pas, les tissus ne seraient pas si rares et si chers.

Connaissant la situation des Allemands à cette époque qui, pour nous fut, paraît-il glorieuse — mais certainement peu profitable à une Europe mal organisée — et sachant, à notre grand dommage comment ils ont paré aux difficultés qui les assaillaient, nous pourrions peut-être tenter la même expérience : organiser rationnellement notre vie économique, c'est-à-dire, pour nous Français de zone occupée, adopter un régime économique à peu près identique à celui inauguré par le Führer.

C'est la seule façon d'empêcher le coût de la vie de prendre des proportions catastrophiques. Le contrôle des prix en zone occupée, pratiqué à l'instar de l'Allemagne, a donné jusqu'ici des résultats appréciables : les denrées alimentaires sont moitié moins chères ici qu'en zone non occupée. Ces résultats sont encourageants et une méthode identique appliquée avec précision et vigueur dans d'autres domaines pourraient améliorer les conditions actuelles de notre vie.

Cette méthode a réussi en Allemagne, pourquoi ne pas l'appliquer aussi chez nous ? Grâce au sentiment que chacun d'entre nous se fait de son devoir, elle portera des fruits. Et le bien général sera la récompense de l'effort individuel.

C'est cela que chacun doit comprendre et si chacun y met un peu d'intelligence et de bonne volonté, nous montrerons à l'Allemagne que le peuple français reste, toujours et malgré tout, capable de grande chose et qu'il est digne de l'aider à édifier le nouvel ordre européen.

4 173026

13

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 23.338 vom 31. Januar 1941

Ein Interview de Brinon's.

Der Gesandte de Brinon gab einem Vertreter der United Press ein Interview, in dem er betonte, daß die franz. Politik auf dem Siege des Reiches aufbauen müsse, das Frankreich einen Platz im neuen Europa einräumt. De Brinon begrüßte die Ergebnisse bei der Wiederinstandsetzung der Automobil- und Textilindustrie, die dank der deutschen Hilfe erreicht worden seien.

**UNE INTERVIEW
DE M. DE BRINON**

New-York, 30 janvier.
L'ambassadeur de Brinon, délégué général du gouvernement français pour les territoires occupés, vient de donner une interview à un représentant de l'agence de presse américaine United Press.

Dans cette interview, le diplomate français a précisé quelle devait être l'attitude politique de la France. Après avoir exprimé l'opinion que l'Allemagne viendrait cette année à bout de l'Angleterre — nonobstant l'aide apportée par les Etats-Unis — il a ajouté que tout le programme d'action de notre pays devait être construit sur la victoire du Reich, qui lui offrait sa place dans l'Europe nouvelle.

M. de Brinon salua les résultats obtenus grâce à l'aide allemande pour la remise en état des industries de l'automobile et du textile comme le premier pas dans la voie de la reconstruction économique et de la collaboration.

Aus Le Matin
Nr. 20.761 vom 30. Januar 1941

Französischer Arbeiter in Deutschland.

Aus Paris und den Departements Seine-et-Oise und Seine-et-Marne sind bis jetzt 5.500 Arbeiter in Deutschland. Einer von ihnen berichtet über seine Arbeit im Reich und die Gleichstellung mit den deutschen Arbeitern in jeder Hinsicht.

5.500 ouvriers français travaillent en Allemagne

* * * *

« Nous gagnons 2.500 francs par mois, nous bénéficions des congés payés et des soins gratuits » nous dit M. Laporte, électricien à Charonne qui partit avec... quelque crainte...



5.500 ouvriers français travaillent en Allemagne

(Suite de notre article de première page)

— Y aurait-il des améliorations souhaitables ?

— Oui, il y a des points sur lesquels des perfectionnements pourraient être apportés. Sur la transmission des lettres, par exemple, qui est assez longue. De même sur le des fonds. Nous remettons par-ci à l'usine et c'est, à Paris, le Crédit lyonnais qui paie nos dépenses. Or, entre le 3 décembre et le 3 janvier, j'ai expédié 155 marks jusqu'ici ma femme n'a pu toucher que 310 francs. Ces fonds, d'ailleurs, je le sais, sont arrivés au

Crédit lyonnais. Qu'attend-on pour payer ?

La question de la nourriture est aussi pour des Français primordiale.

— Nous mangeons, là-bas, comme les Allemands, nous dit M. Laporte. La quantité est suffisante, la qualité est bonne. Mais nous aimerions que la nourriture soit préparée « à la française ». Ce serait alors parfait. D'ailleurs, ce serait là un détail relativement facile à résoudre. Sans doute s'en préoccupe-t-on...

— Le logement ?

— A Rostock, nous étions couchés dans des dortoirs de 180 lits. C'était propre et chauffé. Nous avions des draps, des couvertures, des douches chaudes. Tout cela s'est d'ailleurs organisé de mieux en mieux depuis notre arrivée.

Et M. Laporte nous confie son rêve :

— Ce qui serait magnifique, ce serait de pouvoir retourner là-bas avec ma femme et mes enfants. Nous trouverions, je pense, un logement et je pourrais travailler sans trop éprouver... le mal du pays.

Des femmes d'ouvriers travaillant dans le Reich perçoivent leurs allocations au bureau spécialement installé à Paris pour l'embauche de ces ouvriers.

...aujourd'hui, 5.500 ouvriers français originaires de Paris, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, qui travaillent en Allemagne. On sait que tous sont partis volontairement et chacun a pu lire dans les conditions ils avaient été engagés : mêmes droits, même traitement que les ouvriers allemands ; faculté d'envoyer en France, chaque mois, une somme pouvant atteindre jusqu'à 125 Reichmarks, soit 2.500 francs ; congé payé ; soins médicaux gratuits pour la famille.

Après trois mois

Parmi ces ouvriers qu'un congé ou des raisons de famille rappellent ici, le sort nous a désigné, hier, à son arrivée à Paris. M. Alfred Laporte, un électricien de Charonne, père de trois enfants, qui depuis le 2 novembre, est employé aux usines Heinkel, à Rostock, dans le Mecklembourg. Après trois mois de Reich, quelles sont les impressions de ce Parisien ?

— Je dois vous dire, nous confie-t-il, que j'avais quelque appréhension lorsque je suis parti. On nous dit tellement dit qu'en Allemagne l'ouvrier était mené... à la bagne ! Eh bien ! la vérité, c'est que nous ne ferions pas mal, en France, de nous inspirer du régime des travailleurs allemands. Ceux-ci, d'ailleurs de vrais camarades pour nous, cherchaient toujours, dans notre dépaysement, à nous aider. M. Heinkel, lui-même, vint nous voir à l'usine toutes les semaines et bavarder avec nous.

Deux cents francs

Si, en principe, la journée est de huit heures, on travaille, en général, davantage en ce moment. Mais les heures supplémentaires sont majorées de 25 % et le travail du dimanche de 50 %. Nous

sommes libres de choisir. Pour ma part, j'arrivais à l'usine à 8 h. 40, j'en sortais à 18 h. 5. Ce qui, avec une heure et demie de pauses, correspondait à 10 h. 50 de présence. En tant qu'ouvrier spécialisé, je gagnais dix marks par jour.

A cela s'ajoutait chaque mois, poursuit M. Laporte, une prime dite de séparation de 80 RM. et une de 10 RM. par enfant. Avec ce que nous dépensions à la cantine de l'usine pour le déjeuner — 3 RM. par semaine — pour le casse-croûte du soir pour l'indemnité de logement — 3 RM. 50 par semaine — pour le tramway, et bien que certaines denrées soient chères — un demi à 25 pfennings, le litre de vin de 1 à 2 marks, il nous était possible d'envoyer un minimum de 125 RM. par mois en France.

(Suite page 3, col. 6 et 7.)

5.500 ouvriers français travaillent en Allemagne

(Suite de notre article de première page)

— Y aurait-il des améliorations souhaitables ?

— Oui, il y a des points sur lesquels des perfectionnements pourraient être apportés. Sur la transmission des lettres, par exemple, celle est assez longue. De même sur celle des fonds. Nous remettons ceux-ci à l'usine et c'est, à Paris, le Crédit lyonnais qui paie nos épouses. Or, entre le 3 décembre et le 7 janvier, j'ai expédié 155 marks et jusqu'ici ma femme n'a pu toucher que 310 francs. Ces fonds, pourtant, je le sais, sont arrivés au

Crédit lyonnais. Qu'attend-on pour payer ?

La question de la nourriture est aussi pour des Français primordiale.

— Nous mangeons, là-bas, comme les Allemands, nous dit M. Laporte. La quantité est suffisante, la qualité est bonne. Mais nous aimerions que la nourriture soit préparée et faite française. Ce serait alors parfait. D'ailleurs, ce serait là un détail relativement facile à résoudre. Sans doute s'en préoccupe-t-on...

— Le logement ?

— A Rostock, nous étions couchés dans des dortoirs de 180 lits. C'était propre et chauffé. Nous avions des draps, des couvertures, des douches chaudes. Tout cela s'est d'ailleurs organisé de mieux en mieux depuis notre arrivée.

Et M. Laporte nous confie son rêve :

— Ce qui serait magnifique, ce serait de pouvoir retourner là-bas avec ma femme et mes enfants. Nous trouverions, je pense, un logement et je pourrais travailler sans trop éprouver... le mal du pays.

15

Aus "Paris-Soir" Sixième Edition
Nr. 222 vom 30. Januar 1941

Frang. Arbeiter in Deutschland.

Die franz. Arbeiter in Deutschland, die sich zurzeit auf Urlaub befinden, berichten einheitlich zufriedenstellend über ihre Tätigkeit in Deutschland. Die gute Behandlung und Aufnahme im Reich hat sie überrascht. Der Einsatz der franz. Arbeiter wird als ein Schritt zur Verständigung und Zusammenarbeit bezeichnet. Deutschland hilft dadurch auch zur Beseitigung der sozialen Not in Frankreich.

L'ALLEMAGNE offre du travail

On sait qu'un premier contingent d'ouvriers français, travaillant en Allemagne, vient d'arriver à Paris pour retrouver pendant quelques jours les joies familiales.

Ils sont tous extrêmement satisfaits de leur séjour dans le Reich où ils n'ont pas été sans éprouver quelque surprise en face de la situation trouvée en Allemagne.

La vie est normale en Allemagne, et les quelque 7.000 des nôtres qui y travaillent actuellement, s'ils ont les mêmes devoirs que leurs camarades allemands, disposent rigoureusement des mêmes droits et des mêmes privilèges.

Le régime intérieur lui-même se trouve sans cesse amélioré, tant dans le domaine des relations postales que dans celui de l'augmentation des salaires. Le courrier avec la France est autorisé sans réserve. Un paquet de 5 kilos peut leur être envoyé tous les deux mois. Par dérogation, cependant, pendant les mois de janvier et février, ils ont pu et peuvent recevoir des colis allant jusqu'à 20 kilos.

Le montant des salaires versés a été de 400.000 marks, c'est-à-dire 8 millions de francs et nombreux sont les travailleurs célibataires qui ont pu ainsi faire quelques économies.

La situation des membres des familles restées en France n'a pas laissé indifférentes les autorités d'occupation. Elles ont droit à l'assurance maladie. D'autre part, pendant une période transitoire de six semaines, le Reich s'est engagé à payer les allocations jusqu'ici à la charge du budget français. Le

paiement a toujours lieu dans les bureaux de perception ordinaires. Leur montant en est versé à ceux des ayants droit qui en bénéficiaient précédemment.

On voit que la situation de ceux des nôtres qui ont dû, par suite du chômage, se rendre en Allemagne, est loin d'être pénible.

Rappelons que le chômage sérieux dont la France souffre se chiffre encore à l'heure actuelle à 761.000 personnes, dont 498.000 hommes et 263.000 femmes.

Les professions les plus diverses s'y côtoient et beaucoup n'offrent plus aucun débouché dans l'immédiat, alors qu'en Allemagne les besoins en main-d'œuvre se révèlent sans cesse grandissants.

Alors même que cette interpénétration des milieux ouvriers français en Allemagne ne peut que coopérer grandement à faciliter le retour à la compréhension mutuelle et à faire passer la collaboration du domaine des mots et des vœux, à celui des faits et des réalités.

André CHAUMET.